

Organisation faîtière pour l'examen
professionnel d'agents fiduciaires

**Proposition de solution pour
la collection de problème 2011
Examen professionnel
d'agents fiduciaires**

Table des matières

Branche 600	Conseils et gestion d'entreprise Proposition de solution Problème 1	Pages	3 – 14
Branche 600	Conseils et gestion d'entreprise Proposition de solution Problème 2	Pages	15 – 22
Branche 601	Comptabilité financière/gestion financière Proposition de solution Problème 3	Pages	23 – 37
Branche 602	Fiscalité Proposition de solution Problème 4	Pages	38 – 50
Branche 603	Révision Proposition de solution Problème 5	Pages	51 – 59
Branche 801	Droit Proposition de solution Problème 1	Pages	60 – 82
Branche 802	Gestion du personnel Proposition de solution Problème 2	Pages	83 – 94
Branche 803	Comptabilité d'exploitation Proposition de solution Problème 3	Pages	95 – 102

Branche 600 Conseils et gestion d'entreprise

Proposition de solution Problème 1

Bachmann Service pour petits engins et engins forestiers SA

Exercice 1**(4 points)****a) Définition de la «comptabilité»**

Enregistrement intégral, chronologique et systématique, conforme à la planification, de toutes les opérations commerciales d'une entreprise sur la base de pièces justificatives. Ce processus ne constitue pas seulement le fondement du bilan et du compte de résultat, mais de toute la comptabilité d'exploitation.

La comptabilité commerciale est régie par les articles 957 ss du Code des obligations (CO).

b) Procédure d'établissement de la clôture annuelle; éléments à prendre en compte

- Contrôle du solde des comptes de trésorerie (caisse, poste, banque)
- REvue critique de tous les comptes
- Régularisation par exercice (temporelle) des charges et des produits: comptabilisation des créances, des dettes, des comptes de régularisation des actifs et des passifs (régularisation des assurances sociales, inscription en compte de charges locatives manquantes, etc.)
- Inventaire et évaluation de la fortune et des dettes, enregistrement des corrections d'état nécessaires
- Concordance comptabilité des salaires et comptabilité financière
- Concordance impôt chiffre d'affaires et impôt préalable, taxe sur la valeur ajoutée
- Structure conforme du bilan et du compte de résultat, établissement de l'annexe aux comptes annuels; le cas échéant, établissement de présentations complémentaires, p. ex. proposition d'emploi des bénéfices, tableau des amortissements, tableau de financement

Exercice 2) Ecritures comptables**(14 points)**

Doit	Avoir	Inscription	Montant CHF
1300	6000	Régularisation loyer janvier	2 600.00
4290	1210	Variation des stocks Accurate	8 700.00
1211	4290	Variation des stocks Autres	12 700.00
1100	3200	Régularisation facture prestations de réparation petites machines	8 070.00
1100	3201	Régularisation facture prestations de réparation machines forestières	5 380.00
1100	3202	Régularisation ventes Accurate	10 222.00
3200	2200	Correction TVA résultant de régularisation réparation petites machines	570.00
3201	2200	Correction TVA résultant de régularisation réparation machines forest.	380.00
3202	2200	Correction TVA résultant de régularisation ventes Accurate	722.00
4201	2000	Régularisation créances fourn. matériel pour machines forestières	8 823.20
4202	2000	Régularisation créances fourn. achats de marchandises Accurate	11 152.40
6500	2000	Régularisation créances à régler autres charges administratives	14 456.40
1170	4201	Corr. TVA résultant de régul. créances fourn. matériel pour mach. for.	623.20
1170	4202	Corr. TVA résultant de régularisation achat marchandises Accurate	787.70
1170	6500	Corr. TVA résultant de régul. créances à régler autres charges adm.	1 021.10
5070	2010	Dette envers Assurance PAX	3 075.00
1100	2010	Grosse réparation (pas d'écriture – augmentation total du bilan)	8 000.00
5000	2300	Régularisation anniversaire 10 ans de service	1 000.00
5070	2300	Régularisation assurance sociale anniversaire 10 ans de service	100.00
1180	6200	Part privée véhicule	2 500.00
6200	2200	TVA sur part privée véhicule	176.60
6900	1500	Amortissement 40% installation informatique	400.00
6900	1510	Amortissement 25% mobilier et équipement	4 367.00
6900	1520	Amortissement 30% outillage et machines	20 424.50
6900	1550	Amortissement 40% véhicule	17 902.00
1180	6890	Rémunération CC S. Bachmann $(8720 + 4012.30) / 2 * 2.25\%$	143.25
6800	1021	Pertes de change compte en EUR	540.55
3205	1109	Du croire sur créances clients	700.00
3205	2400	Ajustement provision de garantie (5% du produit)	1 000.00
1300	8900	Provision pour impôts	1 000.00

Calcul part privée véhicule:

Prix d'achat, TVA incluse	28 021.20
Prix d'achat, hors TVA	26 042.00
Part privée véh. pour 12 mois, 9.6% (TVA incluse) conf. à LTVA 2010	2 500.05
TVA sur part privée	176.60

Calcul de la provision pour impôts:

Nouveau bénéfice	9 096.75
Impôts comptabilisés	3 000.00
Nouveau bénéfice avant impôts (=120%)	12 096.75
Impôts (hypothèse: 20%)	2 016.13
Variation provision pour impôts	983.88

Exercice 3 a) Annexe aux comptes annuels 2010 (sans chiffres de l'exercice précédent) (7 points)**Annexe aux comptes annuels 2010 (en CHF)****Bachmann Service pour petits engins et engins forestiers SA****2010****Valeur d'assurance-incendie des immobilisations corporelles****300 000.00**

Assurance XYZ, police n° xx

(hypothèse, doit être supérieure aux positions activées)

Durée du contrat xxx - yyy

Adresse: Schmiedgasse 17, Alpnach

Engagements envers les institutions de prévoyance**3 075.00**

LPP Pax, police n° xxxx

Evaluation du risque

Le Conseil d'administration a, sur la base d'une évaluation des risques spécifique pour Bachmann Service pour petits engins et engins forestiers SA, Alpnach, examiné les risques majeurs pour les comptes annuels et décidé des mesures à prendre le cas échéant.

Pas d'autres indications nécessaires selon l'art. 663 b CO

Exercice 3 b) Proposition d'emploi du bénéfice 2010 (sans chiffres de l'exercice précédent)**Emploi du bénéfice 2010 (en CHF)****Bachmann Service pour petits engins et engins forestiers SA****2010**Bénéfice au bilan au 1^{er} janvier

48 757.80

Bénéfice de l'entreprise

54 646.90

Bénéfice au bilan à disposition de l'Assemblée générale

103 404.70

Proposition du CA pour l'emploi du bénéfice au bilan:

Attribution à la réserve légale générale 5%

0.00

(pas d'affectation car les 20% sont atteints, CO 671 al. 1)

Dividende de base 5%

5 000.00

Superdividende 7%

7 000.00

Attribution à la réserve légale générale, 10% du superdividende

700.00

Report à nouveau

90 704.70

103 404.70

Exercice 3 c) Décomptes de dividendes 2010 Simon Bachmann

Bachmann Service pour petits engins et engins forestiers SA
Schmiedgasse 17
6055 Alpnach

Monsieur
Simon Bachmann-Morandini
Schmiedgasse 17
6055 Alpnach

Alpnach, le xxxx 2011

Décompte de dividendes 2010

Attestation d'impôt anticipé

Conformément à la décision de l'Assemblée générale du xxxx 2011, vous percevez, pour l'exercice 2010, le dividende suivant de Bachmann Forst- und Kleinmaschinen-Service SA

90 actions nominatives à CHF 1000.00 nom., total 90 000.00

12% de dividende sur CHF 90 000.00
./.. 35% d'impôt anticipé

CHF	10 800.00
CHF	3 780.00

Dividende net

CHF	7 020.00
------------	-----------------

Le dividende net sera crédité dans les prochains jours sur le compte abc.

Exercice 4

(3 points)

Testament, contrat de mariage/pacte successoral

a) Instruments de règlement de la succession

En l'absence de réglementations écrites, ce sont les dispositions légales du **Code civil suisse** (CC) qui s'appliquent.

Avec conclusion d'un **contrat de mariage**, CC art. 182 et 216; le contrat doit être élaboré sous forme écrite et signé par les deux parties; il doit être reçu en la forme authentique par notaire, CC art. 184; il ne doit pas porter atteinte à la réserve des enfants qui ne sont pas issus du mariage (dans le cas présent, Caroline Steiger-Bachmann, fille du premier mariage), CC art. 241 al. 3 attribution de l'intégralité du bénéfice au conjoint survivant; conformément au CC art. 219, un droit d'habitation à vie ou un droit d'usufruit peut être attribué au conjoint survivant; attribution du mobilier de ménage en propriété.

Par un **pacte successoral**, il est en outre possible d'accorder uniquement la réserve héréditaire aux descendants, au bénéfice du conjoint survivant (acte officiel, par écrit, deux témoins, CC art. 468 et 499). Etant donné que l'un des enfants n'est pas encore majeur, il n'est pas possible de convenir d'une renonciation à succession intégrale des enfants en faveur du conjoint survivant.

Par la rédaction d'un **testament/legs** (soit d'un testament olographe selon CC art. 505, qui doit être rédigé en entier, daté et signé de la main du testateur, soit d'un testament public selon CC art. 499 ss, par écrit, rédigé avec le concours d'un officier public devant deux témoins, soit d'un testament oral dit testament en cas d'urgence selon CC art. 506 ss, conçu pour les circonstances extraordinaires, dans lequel le testateur exprime oralement ses dernières volontés devant deux témoins, lesquels consignent lesdites volontés, les datent et les signent, puis les remettent sans délai entre les mains de l'autorité judiciaire la plus proche), les enfants peuvent se voir accorder uniquement la réserve héréditaire, de sorte que la quotité disponible peut être attribuée au conjoint survivant. Conformément à l'art. 473 CC, le testateur peut, par rapport aux descendants communs, laisser au conjoint survivant $\frac{1}{4}$ de la succession en propriété et $\frac{3}{4}$ en usufruit. En cas de remariage, l'usufruit cesse de grever la réserve des descendants (au décès du testateur). Des libéralités maximales peuvent être obtenues par la **combinaison d'un contrat de mariage** (par attribution du bénéfice, par exemple) **et d'un pacte successoral ou d'un testament** (par exemple par l'attribution, aux enfants, de la réserve héréditaire uniquement).

b) Contenu d'un pacte successoral

- L'établissement d'un testament ou d'un contrat de mariage/pacte successoral garantit le respect des volontés du testateur quant à sa succession. Cela permet d'agir sur le partage de la succession et d'avantager certains héritiers, certaines institutions ou encore des tiers tout en respectant les réserves héréditaires. La planification de la succession donne une certaine sécurité.
- Les conflits entre les descendants et le conjoint peuvent être évités grâce à des dispositions clairement définies. Dans le cas présent, il existe encore une fille d'un premier mariage, pouvant éventuellement susciter des difficultés. Comme l'entreprise a déjà été vendue, aucun problème d'ordre successoral ne se pose dans ce contexte.
- L'épouse de Simon Bachmann est nettement plus jeune que lui. Il est donc judicieux de prendre des dispositions visant à assurer son avenir, d'autant plus qu'un des deux fils est encore mineur. Il conviendrait de prendre des dispositions concernant le droit d'habitation et d'usage de l'immeuble privé, ainsi que l'usufruit de la fortune.
- Dans le cas inverse, des dispositions devraient également être prises pour le cas où l'épouse décéderait avant son conjoint.
- D'autres dispositions éventuelles prenant en compte la fille issue du premier mariage sont également à prévoir.

Exercice 5

(10.5 points)

a) Liquidation du régime matrimonial

Liquidation du régime matrimonial	Total	Biens propres Homme	Acquêts Homme	Biens propres Femme	Acquêts Femme
Renault Laguna	20 000		20 000		
Buick	120 000	120 000			
Immeuble Schmiedgasse 17	1 300 000	1 300 000			
Hypothèque sur immeuble Schmiedgasse 17	-600 000	-600 000			
Compensation remboursement hypoth. avec biens propres Femme	0	-200 000		200 000	
Part à la plus-value immeuble Schmiedgasse 17 sur hyp. Femme	0	-16 670		16 670	
Collection d'art	50 000		25 000		25 000
Dépôt-titres	88 000		44 000		44 000
Comptes d'épargne et bancaires	126 000		63 000		63 000
Compte bancaire Homme	12 000		12 000		
Dépôt-titres Homme	37 670	37 670			
Effets personnels Homme	7 000	7 000			
Effets personnels Femme	8 000			8 000	
Bijoux et vêtements offerts Femme	5 000			5 000	
Assurance risque décès pure en faveur épouse	0				
Factures impayées de la famille	-8 000		-4 000		-4 000
Frais d'obsèques (à payer sur les biens successoraux)	0				
Sous-total	1 165 670	648 000	160 000	229 670	128 000
Attribution ½ acquêts Femme			64 000		-64 000
Attribution ½ acquêts Homme			-80 000		80 000
Total	1 165 670	648 000	144 000	229 670	144 000

Calcul de la part à la plus-value immeuble Schmiedgasse 17 sur l'hypothèque Epouse:

Plus-value = valeur vénale CHF 1 300 000 ./ prix d'achat CHF 1 200 000 = plus-value 100 000

Plus-value CHF 100 000 / prix d'achat 1,2 million * part Femme CHF 200 000 = part plus-value Femme CHF 16 670

Droits issus du régime matrimonial Epouse:

Biens propres	229 670
+ Versement assurance décès	200 000
Total Biens propres	429 670
Part des acquêts	144 000
Total des droits issus du régime matrimonial/Fortune Epouse:	573 670

Droits issus du régime matrimonial Epoux:

Biens propres	648 000
Part des acquêts	144 000
Total des droits issus du régime matrimonial/Fortune Epoux:	792 000

Fortune divisible:

Droits issus du régime matrimonial/Fortune

792 000

Epoux:

Fortune divisible avant frais d'obsèques**792 000**

./.. Frais d'obsèques

12 000

Total de la fortune divisible**780 000**Remarques pour les experts:*Fortune divisible pour contrôle de la réserve héréditaire*

880 000

Dans le cas d'une police d'assurance décès dont les bénéficiaires sont les héritiers légaux, ou encore des tiers, les prestations d'assurance ne tombent pas dans la succession (LCA art. 78). Pour le calcul de la quotité disponible (CC art. 476 et 529, LCA art. 77 ss), les prestations d'assurance peuvent, dans certaines circonstances, être sujettes à réduction pour la valeur de rachat. Sur la base du droit matrimonial, l'épouse survivante aurait droit à 1/2 (CHF 100 000). Pour le contrôle de la réserve, l'autre moitié (CHF 100 000) doit donc être prise en compte dans le calcul des biens successoraux divisibles.

Exercice 5**b) Calcul des parts héréditaires**

Héritier/-ière:	Part	Part héréditaire CHF
Epouse Isabella Bachmann-Morandini	1/2	390 000
Fille du premier mariage, Caroline Steiger-Bachmann	1/6	130 000
Petit-fils Jan du fils défunt du second mariage, Marcello Bachmann	1/6	130 000
Fils du second mariage, Valentino Bachmann	1/6	130 000
Total succession Simon Bachmann-Morandini		780 000

Exercice 6**(2.5 points)****Soustraction d'impôt**

Comme il ne s'agit manifestement pas d'un petit montant, vous conseillez aux héritiers de déposer une dénonciation spontanée, non punissable en cas de succession, conformément à LIFD art. 153a et LHID art. 53a. Voici les points à observer:

- Aucune autorité fiscale ne doit avoir connaissance de la soustraction d'impôt.
- Les héritiers doivent collaborer sans réserve avec l'administration fiscale pour déterminer les éléments de la fortune et du revenu soustraits; la soustraction d'impôt doit donc être déclarée dès que les héritiers en ont connaissance.
- Les héritiers doivent s'efforcer d'acquitter le rappel d'impôt dû.
- L'épouse survivante doit apporter la preuve qu'elle n'avait pas connaissance des valeurs soustraites, faute de quoi il est possible qu'elle ne puisse pas bénéficier de la réduction du rappel d'impôt à trois ans.

Le rappel d'impôt, majoré des intérêts moratoires, est exigé et perçu pour les trois ans avant l'année du décès du testateur.

A noter également que le rappel d'impôt simplifié concerne exclusivement l'impôt sur le revenu et sur la fortune. D'autres catégories d'impôt (TVA ou IA), de même que les cotisations AVS, ne font l'objet d'aucun allègement.

Exercice 7**(4 points)****a) Rapport de prestation**

Mandat proprement dit, CO art. 394 ss

b) Dissolution du mandat

Selon l'art. 404 al. 1 CO, le mandat peut être révoqué ou répudié en tout temps par chacune des parties, sans que des motifs particuliers soient requis. Selon le Tribunal fédéral (ATF 115 II 464 et remarques), cette disposition revêt un caractère obligatoire car le mandat est fondé sur une relation de confiance particulière. En conséquence, la révocabilité à tout moment ne peut pas non plus être contournée au moyen d'une peine conventionnelle au sens de l'art. 160 CO (ATF 104 II 108; ATF 110 II 380).

Si le mandant révoque le mandat, le mandataire a droit à l'indemnisation du travail fourni. L'art. 404 al. 2 CO prévoit l'indemnisation en cas de révocation ou de répudiation du mandat en temps inopportun. Une révocation est dite en temps inopportun lorsqu'elle a lieu sans motif important à un moment défavorable et qu'elle cause des dommages particuliers à l'autre partie (ATF 110 II 380). Toutefois, se fondant sur l'art. 404 al. 2 CO, le mandataire peut uniquement exiger qu'il soit replacé dans la situation qui aurait été la sienne si le contrat n'avait pas été conclu («intérêt négatif»). Il peut alors cependant faire valoir une perte de gain s'il peut apporter la preuve qu'en raison du mandat, il en a refusé un autre, lequel est irrévocablement perdu.

c) Exigences de forme

Aucune. Un mandat proprement dit peut être attribué ou conclu en libre forme. Il est cependant recommandé de rédiger les mandats importants par écrit, d'en décrire l'étendue et les honoraires afin d'établir une situation clairement définie pour les deux parties. En cas de contrat de représentation, dans les affaires fiscales par exemple, une procuration écrite est généralement requise afin de pouvoir agir dans l'esprit du mandant vis-à-vis des autorités.

d) Organisations professionnelles

Non, il n'existe aucune obligation d'affiliation à une organisation professionnelle d'agents fiduciaires.

L'appartenance à une organisation professionnelle apporte des avantages considérables aux clients:

- Preuve de qualité. Le client peut à tout moment se référer à des connaissances techniques actuelles. Les membres affiliés et leurs responsables de mandats s'engagent à suivre régulièrement des formations continues, ce que les associations contrôlent – et sanctionnent au besoin.
- Seules des sociétés fiduciaires répondant aux conditions strictes d'adhésion concernant la formation, la pratique professionnelle et l'irréprochabilité de la réputation sont acceptées.
- Les sociétés fiduciaires doivent respecter des règles d'éthique professionnelle clairement définies, ce qui est également contrôlé par les associations.
- Transparence pour les clients grâce à des prestations concrètes et à des directives à caractère obligatoire pour les agents fiduciaires.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, l'agent fiduciaire affilié à l'organisation professionnelle des agents fiduciaires est tenu de respecter les règles d'éthique de la profession.

Pour information aux experts:

Les règles professionnelles ont pour objectif:

- de préserver et d'améliorer la réputation de la profession,
- d'appliquer des principes unifiés dans l'exercice de la profession,
- d'entretenir la relation de confiance entre les clients, les administrations et les tiers et
- de développer la loyauté entre les membres.

Règles professionnelles

- **Bien se comporter:** exercer le métier consciencieusement et parfaitement, respecter les lois, agir conformément aux principes de bonne foi, renoncer à toute activité qui pourrait porter préjudice à la réputation de la profession ou à la confiance (p. ex. refuser des mandats si nécessaire), ne pas utiliser des informations en provenance de clients si des conflits d'intérêts peuvent en résulter
- **Indépendance:** éviter les relations et activités susceptibles d'entraver la liberté de décision et l'objectivité
- **Secret professionnel:** ne pas dévoiler de constatations, d'informations ni de secrets ayant été portés à la connaissance de l'agent
- **Responsabilité:** l'activité est exercée intégralement sous la propre responsabilité de l'agent, qui répond de ses propres fautes et de celles de ses collaborateurs.
- **Obligation de rendre compte:** l'agent fiduciaire est tenu de rendre compte au mandant des opérations dont il a été chargé. Le client doit être informé sans délai des événements susceptibles de lui causer des désavantages. Les décomptes doivent être établis dans les délais appropriés. Au terme du mandat, tous les documents doivent être remis à leur titulaire.

- **Honoraires:** l'agent fiduciaire définit le tarif de ses honoraires (selon la difficulté du mandat et en tenant compte du temps investi). A la demande du mandant, un décompte détaillé des honoraires doit être établi gratuitement.
- **Relations entre les membres de l'organisation professionnelle:** loyauté envers les collègues affiliés à l'organisation. L'activité doit être exercée selon le principe de la concurrence libre et loyale. Devoir d'information à l'égard des collègues de l'organisation lorsqu'un agent constate qu'il reprend un mandat préalablement attribué à l'un d'eux.
- **Devoirs de l'intermédiaire financier:** affiliation à un organisme d'autorégulation pour les fiduciaires ou assujettissement direct à un organisme de contrôle pour la lutte contre le blanchiment d'argent. Respect des obligations de diligence, de l'obligation de communiquer et du blocage des avoirs dans l'esprit de la LBA.

Branche 600 Conseils et gestion d'entreprise

Proposition de solution Problème 2

Exercice n° 1**(6 points)****Comparaison des formes juridiques**

Critères	Raison individuelle	S.à.r.l.
Fondation	Forme libre, généralement à partir de CHF 100 000 Inscription au registre du commerce avec effet déclaratif	Acte authentique, acte constitutif, inscription au registre du commerce constitutive
Frais de fondation et autres frais particuliers	Pas de frais de fondation spéciaux, éventuellement inscription au registre du commerce, individuel – différent	Inscription au RC, frais de notaire, frais pour la rédaction des documents de fondation (agent fiduciaire, notaire), entre CHF 1 000 – 3 000
Caractère de l'entreprise, direction et organes, but	Petites entreprises, commerçant à titre individuel, propriétaire = dirigeant	Petites et moyennes entreprises, d'après la loi au moins une personne physique, de fait possibilité une seule ou société commerciale
Lien associés et société	Destin personnel = destin de la société et vice-versa	Propriétaires = dirigeants (représentation selon statuts), destin associés = destin entreprise; organes, assemblée des associés, direction, év. organe de révision
Responsabilité	Personnelle, illimitée avec fortune privée	Que fortune sociale; si dans statuts: resp. pers. subsidiaire pour engagement de versements complémentaires
Personnalité juridique	Aucune	Personne morale
Entreprise (raison sociale)	Nom de famille comme contenu principal	Libre, toujours avec l'ajout S.à.r.l. (CO 944, 950)
Cessibilité de l'entreprise	Cessibilité compliquée	Cessibilité écrite des parts sociales (CO 785), sauf disposition différente dans statuts, cessibilité par approbation de l'assemblée des associés (CO 786, 808b I ch. 4)
Révision	Pas de révision	Révision restreinte avec demande d'opting out

Critères	Raison individuelle	S.à.r.l.
Capitaux propres	Capitaux propres avant clôture, év. comptes privés + réserves latentes	Capital social, réserves, report de bénéfices + réserves latentes
Capital initial	Pas fixe, variable	Capital social au moins CHF 20 000 (versé à 100%), ouvert vers le haut
Bailleurs de capitaux propres	Chef d'entreprise, participations tacites	Un ou plusieurs associés
Rémunération	Bénéfice global (intérêts théoriques + bénéfice + salaire propre)	Bénéfice après déduction des salaires des associés, pas de déduction d'intérêt du capital propre, dividendes possibles après affectation aux réserves
Droits de cogestion	Propriétaire = dirigeant = responsable	Associé = dirigeant, gérant indépendant possible
Imposition	En tant que personne physique, propriétaire des revenus et biens totaux des domaines commercial et privé Cotisations AVS personnelles	Sujet fiscal indépendant, impôt sur bénéfice et capital, double imposition économique lors du versement de dividende Cotisations AVS Sal./SA
Processus de décision	Rapides, courts, flexibles, direction simple, souvent «en solo»	Plus lourde que raison individuelle, processus de décision souvent complexes, mais év. plus grand savoir-faire (plusieurs personnes dirigeantes), technique et genre de management décisifs
Comptabilité	Obligation de tenir les livres si inscription au RC obligatoire (CO 957, ORC 52 ss.)	Oui CO 801 p.o. 662 ss.
Poursuite	Saisie	Faillite
Bases juridiques	Pas réglées séparément dans le CO	CO 772 – 827

Exercice n° 2 (Compte de résultat prévisionnel)

(12 points)

Pizzeria «La Fortuna»

Compte de résultat prévisionnel 2011

		1.1.2011 – 31.12.2011
COMPTE DE RÉSULTAT		CHF
Recettes du restaurant (52 semaines x 6 jours x CHF 3000)		936 000
Charges de matériel (936 000 (recettes) x 40%)		374 400
BÉNÉFICES BRUTS I		561 600
Salaires bruts (selon calcul)		185 900
AVS/AC (selon calcul)	8.256%	15 348
Cotisations AVS personnelles du revenu de l'entreprise	9.7%	13 477
Ass.-acc. et assurance contre accidents non-prof.	2.35%	4 369
Assurance indemnités journalières maladie	1.0%	1 859
Prévoyance professionnelle (selon calcul)		6 248
Autres charges du personnel, y c. formations continues		3 300
TOTAL CHARGES DU PERSONNEL		230 501
BÉNÉFICES BRUTS II		331 099
Loyer		85 200
Charges de véhicules, y c. assurance		18 000
Entretien, réparations		10 000
Assurances, taxes, cotisations		5 800
Charges administratives		18 000
Electricité, gaz, eau		21 600
Frais fiduciaires et de conseil		10 000
Publicité		9 360
BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL		153 139
Charges financières		1 000
Amortissements		13 200
RÉSULTAT		138 939

Calculs supplémentaires:Salaires bruts:Catarina Metzger: $4100 \times 13 = 53\,300$ Salvatore Lang: $5000 \times 13 = 65\,000$ Jonny Frizzi: $4300 \times 13 = 55\,900$ Laura da Silva: $900 \times 13 = 11\,700$ **TOTAL 185 900**AVS/AC:

Cotisation AVS: 5.15%

Cotisation AC: 1.10%

Cotisation CAF: 1.80%

Frais adm.: 0.206% (2% de 10.3%)

Total cotisations 8.256%Assurance-accidents et assurance contre les accidents non-professionnels:

LAA 2.35%

ANP 0.00% (100% au salarié)

Total cotisations 2.35%Prévoyance professionnelle:Catarina Metzger: $4100 \times 13 = 53\,300$./. 24 360 = $28\,940 \times 7\% = 2025.80 / 2 = 1012.90$ Salvatore Lang: $5000 \times 13 = 65\,000$./. 24 360 = $40\,640 \times 18\% = 7315.20 / 2 = 3657.60$ Jonny Frizzi: $4300 \times 13 = 55\,900$./. 24 360 = $31\,540 \times 10\% = 3154 / 2 = 1577.00$ Laura da Silva: $900 \times 13 = 11\,700$./. 24 360 montant négatif

Cotisations LPP globales: CHF 12 495 / 2 = part salariés: 6248.00

Loyer:12 mois \times 7100 = 85 200Charges des véhicules et assurance:

Frais d'essence: 8 000

Assurance: 6 000

Entretien: 4 000

Coûts totaux: 18 000

Entretien et réparations:

Selon énoncé de l'exercice, sans calcul: CHF 10 000

Assurances, taxes, cotisations:

Selon énoncé de l'exercice, sans calcul: CHF 5800

Charges administratives:

Selon énoncé de l'exercice, sans calcul: CHF 18 000

Frais fiduciaires et de conseil:

Selon énoncé de l'exercice, sans calcul: CHF 10 000

Electricité, gaz et eau:

12 mois X 1800 = 21 600

Publicité:

1% du chiffre d'affaires (936 000) = 9360

Charges financières:

Selon énoncé de l'exercice, sans calcul: CHF 1000

Amortissements:

Charges de fondation	4 000 / 5 =	800
Ordinateur portable	3 000 x 40% =	1 200
Imprimante	1 000 x 40% =	400
Véhicule Alfa Romeo	16 000 x 40% =	6 400
Véhicule Ulysse	11 000 x 40% =	4 400
Total charges d'amortissement		13 200

Exercice n° 3 (Taxe sur la valeur ajoutée)**(2 points)**

- Changement vers la méthode effective possible après une période fiscale (année civile)
- Période de décompte semestrielle (art. 35, al. 1, ch. b)
- Calcul de l'impôt: chiffre d'affaires y c. taxe sur la valeur ajoutée au taux de la dette fiscale nette (LTVA, art. 37 al. 2)
- Limite du chiffre d'affaires et limite de la dette nette selon le taux de la dette fiscale nette, CA max. CHF 5 020 000 avec dette nette de CHF 109 000 (LTVA art. 37, al. 1)
- Prestation à soi-même selon LTVA art. 31 (OTVA art. 92) réglée avec l'application des taux de la dette fiscale nette.
- Pour le reste, les dispositions des brochures spéciales sont à observer
- Détermination du forfait pour l'impôt préalable (justificatifs non requis)
- Pas de déduction effective de l'impôt préalable pour les investissements à court terme (à l'intérieur d'une période fiscale)

Pour évaluer le pour et le contre du taux de la dette fiscale nette, il faut estimer le montant du chiffre d'affaires et celui des charges pouvant faire l'objet de l'impôt préalable. L'application du taux de la dette fiscale nette peut avoir une incidence positive ou négative sur la méthode de décompte effective.

Tâche n° 4 (Décompte AVS provisoire)**(6 points)**

a) Rinaldo Metzger vous remet la déclaration AVS/AC provisoire 2012 pour contrôle (supposition: les conditions légales pour 2012 restent identiques à celles pour 2011). Corrigez les erreurs sur la feuille de solutions et indiquez pourquoi les corrections doivent être effectuées. Indiquez en outre les totaux de la masse salariale globale AVS et AC.

Déclaration AVS/AC provisoire pour 2012			
	Salaire AVS	Salaire AVS après correction	Salaire AC après correction
Rinaldo Metzger	150 000	0	0
Daniele Gsavi (33 ans, novateur, en tant que gérant)	130 000	130 000	126 000
Catarina Metzger	60 000	60 000	60 000
Salvatore Lang	70 000	70 000	70 000
Jonny Frizzi	58 000	58 000	58 000
Laura da Silva	42 900	42 900	42 900
Marina da Silva (apprentie, 16 ans et 8 mois)	9 000	0	0
Hofer Seraina (66 ans, femme de ménage, 3 heure par semaine)	6 500	0	0
Total AVS/AC	526 400	360 900	356 900

Notes sur les corrections:

Rinaldo Metzger: pas de cotisation AVS et AC car il est considéré comme indépendant en tant que propriétaire d'une raison individuelle
Daniel Gsavi: salaire maximum assurable à l'AC CHF 126 000
Marina da Silva: pas de déductions AVS et AC car n'a pas encore 18 ans
Femme de ménage Seraina Hofer: seulement 3 h par semaine, salaire de CHF 6500 par an ./. déduction pour retraités; ne donne pas lieu à une déduction AVS et AC

b) Eléments du salaire AVS déterminant	OUI	NON
- Primes pour travail supplémentaire	X	
- Gratifications	X	
- Indemnités vacances et jours fériés	X	
- Cadeaux fiançailles et mariage		X
- Allocations familiales (enfants, mariage, naissance)		X
- Maintien du salaire durant le congé maternité	X	
- Contributions de l'employeur aux CAF-CFC		X
- Indemnités journalières de l'assurance militaire	X	

Exercice n° 5 (Ratios économiques)**(4 points)**

Ratios économiques	Calcul	Solution
Quick Ratio (degré de liquidité 2)	$(81\,100 + 25\,600 + 19\,600) / ((11\,100 + 34\,000) * 100)$	280.05%
Rentabilité du chiffre d'affaires	$67\,400 * 100 / 805\,900$ $67\,400 * 100 / 803\,100$	8.36% 8.39%
Marge bénéficiaire brute	$100 / 803\,100 * 535\,000$	66.62%
Degré de financement étranger	$71\,400 * 100 / 126\,300$	56.53%

Branche 601 Comptabilité financière/ gestion financière

Proposition de solution Problème 3

A. Questions théoriques

10 points

Exercice 1: Organisation de la comptabilité

2 points

Tâches

Le client vous pose les questions suivantes en rapport avec la fondation d'une nouvelle société anonyme. Vous y répondez directement.

N°	Question	Votre réponse
1 $\frac{1}{2}$	Dans une entreprise nouvellement fondée, qui est chargé d'organiser la comptabilité en vertu du droit des obligations? Citez l'article pertinent du CO.	Le conseil d'administration (art. 716a, al. 1, ch. 3 CO)
2 $\frac{1}{2}$	Citez quatre objectifs fondamentaux à poursuivre lors de la mise en place du département de comptabilité.	Conformité avec les exigences légales Garantie d'enregistrement complet de toutes les opérations Flux d'informations conforme aux besoins vers la direction Principe de l'emploi rentable des fonds. Minimum de charges Emploi judicieux des ressources disponibles Mise à disposition des bases décisionnelles Elaboration des données de calcul Garantie du flux d'informations interne
3 $\frac{1}{2}$	Citez quatre thèmes devant être réglés dans le règlement d'organisation d'une société anonyme .	Constitution du conseil d'administration Commissions (comités) Modes de réunion Prise de décision Droits du conseil d'administration Obligations du conseil d'administration Attributions et compétences Droit de signature Règlement relatif à la représentation vers l'extérieur
4 $\frac{1}{2}$	L'assemblée générale peut-elle élire un fondé de pouvoir? Citez l'article pertinent du CO.	Non. Le fondé de pouvoir est nommé par le conseil d'administration. (art. 721 CO)

Exercice 2: Tenue de la comptabilité**4 points****Information**

Les principes comptables découlent des articles 959 et 662a/2 CO.

Tâches

Décidez pour chaque opération si elle enfreint ou non l'un des principes comptables en vertu du droit des obligations. S'il n'y a «pas d'infraction», cochez la case ☐ dans la colonne correspondante. S'il y a infraction, précisez quel principe comptable est enfreint par l'opération concernée.

N°	Opération	pas d'infraction	Infraction contre le principe comptable
1 $\frac{1}{2}$	L'achat d'un véhicule neuf est comptabilisé avec l'écriture: Charges véhicules/banque	<input type="checkbox"/>	Délimitation dans le temps (principe de causalité) Continuation de l'exploitation
2 $\frac{1}{2}$	Malgré quelques créances douteuses, aucun ducroire n'est constitué.	<input type="checkbox"/>	Prudence Délimitation dans le temps (principe de causalité); év. caractère essentiel des informations
3 $\frac{1}{2}$	Pour une entreprise individuelle, les charges d'intérêt et revenus d'intérêts sont inscrits au compte «Résultat des opérations d'intérêts».	<input checked="" type="checkbox"/>	
4 $\frac{1}{2}$	Nous fixons chaque année individuellement le montant des amortissements sur le mobilier.	<input type="checkbox"/>	Continuité (évaluation)
5 $\frac{1}{2}$	Pour améliorer notre situation économique, nous avons saisi déjà à la fin de l'année comme créances clients des commandes qui n'entreront qu'en janvier de l'année suivante.	<input type="checkbox"/>	Exactitude, intégralité Prudence, conformité, authenticité
6 $\frac{1}{2}$	L'intérêt de prêt d'un prêt d'actif n'est pas délimité.	<input type="checkbox"/>	Exactitude, intégralité Délimitation dans le temps (principe de causalité)
7 $\frac{1}{2}$	Nous faisons l'inventaire des marchandises une fois par an, le 20 décembre.	<input checked="" type="checkbox"/>	
8 $\frac{1}{2}$	Pour une société immobilière, seul un compte «Résultat immobilier» est géré à la place d'un compte de produits et de charges immobiliers.	<input type="checkbox"/>	Clarté, interdiction de compenser

Exercice 3: Comptabilité financière avancée

4 points

Tâches

Le client vous pose les questions suivantes en rapport avec le redressement d'une société anonyme. Vous y répondez directement.

N°	Question	Votre réponse
1 1	Quelle est la différence entre une absorption et une combinaison ?	Selon l'art. 3 LFus: [par analogie] Fusion par absorption = reprise d'une société par une autre Fusion par combinaison = réunion en une nouvelle société
2 1	Qu'entend-on par quasi-fusion ?	On parle de quasi-fusion lorsqu'une société acquiert la totalité ou la majorité prédominante des droits de participation d'une autre société, qui devient ainsi une filiale dominée de l'acquéreur.
3 1	Qu'est-ce qu'un accord moratoire dans le contexte d'un assainissement?	Par un accord moratoire, les créanciers (banques, fournisseurs) s'engagent à n'exercer pour l'instant aucune pression (résiliation de crédit, réquisition de poursuite et de continuer la poursuite). La partie débitrice de son côté s'engage à adopter une certaine attitude (politique d'information, absence d'agissements en défaveur des créanciers).
4 1	Quelle est la différence entre capacité de contracter un crédit et solvabilité ?	Capacité de contracter un crédit = situation économique permettant d'amortir un crédit Solvabilité = image de marque sur le plan financier (réputation, historique) d'un débiteur

B. Opérations comptables

5 points

Exercice 4: Amortissements indirects

5 points

Situation de départ:

Voici les soldes que la comptabilité financière présente au 30 juin sur les comptes suivants:

Véhicules	Débit	1'530	Crédit	200
Correction de valeur véhicule	Débit	50	Crédit	542

Faits comptables:

Nous échangeons comme suit notre camionnette qui a quatre ans, a initialement coûté 60 et figure en début d'année avec 12 dans nos livres: date de référence des écritures 1^{er} juillet

Prix d'achat du nouveau véhicule 68

Valeur d'échange de la camionnette de 8 ans 18

Tâches

1. Comptabilisez d'abord les amortissements ordinaires (amortissement annuel: 20% du prix d'acquisition) pour la période d'utilisation durant l'année en cours.
2. Comptabilisez ensuite l'échange.
3. Le paiement restant est versé au fournisseur 10 jours plus tard avec 2% d'escompte.
4. Quels sont les soldes des comptes **Véhicules**, **Corr. val. véhicules** et **Revenus extraordinaires** après les écritures passées par vos soins?

Date	Libellé de l'écriture	Débit	Crédit	Montant
30.06.	Amort. ordin.: 20%/6 mois	Amortissement	CV véhicules	6
01.07.	Transfert CV	CV véhicules	Véhicules	54
01.07.	Vente d'ancien véhicule	Créancier	Véhicules	18
01.07.	Décomptabilisation véhicule	Véhicule	Rev. extraord.	12
01.07.	Achat de véhicule neuf	Véhicule	Créancier	68
10.07.	Paiement	Créancier	Banque	49
10.07.	Escompte 2% de 50	Créancier	Véhicule	1

Compte	Excédent de débit	Excédent de crédit
Véhicules	1337	
CV véhicules		444
Revenus extraord.		12

C. Analyse du compte de financement

5 points

Information

Dans son rapport annuel, la société HAPPYSPRAY AG présente le compte de financement des exercices 2009 et 2010:

	2010	2009
Bénéfice annuel	116.5	97.6
Amortissements	86.7	92.1
Variation des provisions	28.0	-17.8
Bénéfices comptables provenant de l'aliénation d'immobilisations	-6.2	11.8
Cash flow avant variation des actifs circulants nets	225.0	183.7
Variation Débiteurs	-6.8	12.6
Variation Actifs transitoires	1.6	-4.5
Variation Stocks	14.6	22.1
Variations Créanciers	-5.7	-6.4
Variations Passifs transitoires	15.9	8.5
Flux de fonds d'activités opérationnelles (+ = cash flow; - = cashloss)	244.6	216.0
Investissements en immobilisations corporelles	-112.0	-25.0
Désinvestissement d'immobilisations corporelles	65.0	8.0
Investissements en immobilisations incorporelles	-25.3	-14.8
Flux de fonds d'activités d'investissement	-72.3	-31.8
Augmentation de capital	0.0	25.0
Versement de dividende (y c. acquittement de l'impôt anticipé)	-7.5	-5.5
Variation compte courant bancaire (dettes dues à la banque)	18.9	-7.1
Variation emprunts obligataires	20.0	-5.0
Flux de fonds d'activités de financement	31.4	7.4
Variation Liquidités	184.1	159.3
Liquidités au 1 ^{er} janvier	474.7	315.4
Liquidités au 31 décembre	658.8	474.7
Chiffre d'affaires	3'987.5	
Charges de matériel	987.0	
Charges de personnel	1'587.9	

Exercice 5: Tableau de financement**5 points**

Répondez aux questions suivantes:

N°	Question	Votre réponse
1 1	L'aliénation d'immobilisations en 2009 a-t-elle généré des bénéfices ou des pertes comptables?	Des pertes comptables ont été réalisées.
2 1	A combien se chiffre l'afflux de liquidités (encaissements) de clients en 2010?	Chiffre d'affaires 3987.5 déduction de l'augmentation des créances -6.8 Afflux de liquidités (encaissements) de clients 3980.7
3 1	<p>En 2009, une valeur de 5.2 a été payée à charge des provisions. A hauteur de combien les provisions ont-elles été dissoutes ou constituées en résultat en 2009?</p> <p>Justifiez votre réponse.</p>	<p>Des provisions de 12.6 ont été dissoutes sur les résultats durant l'exercice 2009.</p> <p>Argumentation:</p> <p>Le paiement a été comptabilisé avec Provisions/Liquidités 5.2 (pas en résultat)</p> <p>La dissolution a été comptabilisée avec Provisions/Charges 12.6, augmentant le bénéfice sans pour autant déclencher d'afflux de liquidités.</p> <p>En conséquence, la dissolution des provisions et les paiements à charge des provisions sont à déduire du bénéfice annuel inscrit.</p>

4 1	Calculez les paiements aux fournisseurs de matériel en 2010. Pour les créanciers, il s'agit exclusivement du compte des fournisseurs de matériel.	Charges de matériel plus la diminution des stocks moins la diminution des créanciers Perte de liqu. par paiements fournisseurs	-987.0 14.6 -5.7 -978.1
5 1	Les actifs transitoires comprennent exclusivement des acomptes de salaires pour le mois de janvier de l'exercice suivant. A combien se sont élevés en 2010 les paiements au personnel?	Charges de personnel plus la diminution des actifs trans. Perte de liquidités par paiement salaires	-1587.9 1.6 -1586.3

D. Leasing**15 points**

La société X SA prévoit d'acquérir des machines et examine différentes formes de financement.

Exercice 6:**5 points**

Le fournisseur A a fait l'offre suivante:

Début du leasing	1 ^{er} janvier
Durée du leasing	3 ans
Montant du à la conclusion du contrat	CHF 5 000.00
Annuité du leasing (à terme échu, payable en fin d'année)	CHF 30 610.55
Taux d'intérêt	8.0 %
Option d'achat au terme de la durée du leasing	CHF 14 000.00

Supposez une durée d'utilisation de 5 ans. Compte tenu de la structure de l'offre, il est fort probable que le preneur du leasing exerce l'option d'achat.

Calculez les valeurs actuelles des redevances du leasing et du prix de rachat, ainsi que les parts respectives d'intérêt et d'amortissement pour la durée du contrat. Arrondissez toutes les valeurs actuelles et toutes les parts d'intérêt et d'amortissement à 5 centimes près. Utilisez les coefficients de valeur actuelle et d'actualisation fournis dans le formulaire!

Durée	Redevances		Prix de rachat		Valeur actuelle	Amortissement	Part d'intérêt	Redevance
	Coeff. val. act.	Valeur actuelle	Coeff. actualisation	Valeur actuelle				
0	2.577097	78'886.35	0.793832	11'113.65	90'000.00			
1	1.783265	54'586.70	0.857339	12'002.75	66'589.45	23'410.55	7'200.00	30'610.55
2	0.925926	28'343.10	0.925926	12'962.95	41'306.05	25'283.40	5'327.15	30'610.55
3	0.000000	0.00	1.000000	14'000.00	14'000.00	27'306.05	3'304.50	30'610.55

Démarche correcte pour valeur actuelle de redevance 1 point

Démarche correcte pour valeur actuelle de prix de rachat 1 point

Démarche correcte pour amortissement 1 point

Démarche correcte pour part d'intérêt 1 point

Calcul entièrement correct pour 3 ans 1 point

Exercice 7:**10 points**

Voici l'offre du fournisseur B:

Début du leasing	1 ^{er} janvier
Durée du leasing	5 ans
Montant du à la conclusion du contrat	CHF 5 000.00
Annuité du leasing (à terme échu, payable en fin d'année)	CHF 23 480.65
Option d'achat au terme de la durée du leasing	CHF 15 000.00

La répartition de la redevance en parts d'intérêt et d'amortissement, déjà calculée, se présente comme suit:

	Amortissement	Part d'intérêt
Année 1	15 572.05	7 908.60
Année 2	16 739.90	6 740.75
Année 3	17 995.40	5 485.25
Année 4	19 345.10	4 135.55
Année 5	20 795.95	2 684.70

Le leasing est saisi comme une opération **similaire à un achat**. Le montant du à la conclusion du contrat a été comptabilisée à la juste valeur par le résultat. Comme le preneur du leasing a l'intention d'exercer l'option d'achat, la valeur actuelle des redevances et la valeur actuelle du prix de rachat ont été portées au bilan; la valeur de l'opération de leasing inscrite au bilan s'élève à CHF 105 448.40. Vous supposez une durée de vie de six ans et procédez à un amortissement linéaire jusqu'à zéro. Arrondissez l'amortissement annuel à 5 centimes près. Si besoin corrigez la différence d'arrondi dans le dernier loyer.

Exercice 7.1:**1.5 point**

La conclusion du contrat de leasing au début de l'année 1 est déjà comptabilisée.

A la fin de l'année 1, passez en compte les éléments comptables en rapport avec le leasing.

Débit	Crédit	Montant
Amortissements	Machines en leasing	17 574.75
Charge d'intérêt	Liquidités	7 908.60
Engagement du leasing	Liquidités	15 572.05

Exercice 7.2:**1 point**

Qu'est-ce qui varie à la fin de l'année 2 dans les écritures comptables liées au leasing?

Le montant des intérêts et de l'amortissement change.
(l'amortissement demeure)

Exercice 7.3:**2 points**

Comptabilisez à la fin de l'année 5 l'exercice de l'option d'achat.

Débit	Crédit	Montant
Engagement du leasing	Machines en leasing	15 000.00
Machines	Liquidités	15 000.00
Machines	Machines en leasing	2 574.65

Exercice 7.4:**1 point**Quelles écritures comptables sont requises si l'option d'achat **n'est pas** exercée à la fin de l'année 5?

Débit	Crédit	Montant
Engagement du leasing	Machines en leasing	15 000.00
Amortissement extraordinaire	Machines en leasing	2 574.65

Exercice 7.5:**2 points**

Quelles sont les incidences de cette opération de leasing sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) chez le preneur de leasing, qui décompte selon la méthode effective? Pour la conclusion du contrat, l'annuité du leasing, l'exercice de l'option d'achat et la renonciation à l'exercice de l'option d'achat, indiquez si et comment l'opération se répercute sur l'impôt préalable ou l'impôt sur le chiffre d'affaires. Cochez la case qui convient.

Conclusion	<input type="checkbox"/> pas d'incidence	<input checked="" type="checkbox"/> hausse impôt préalable	<input type="checkbox"/> hausse impôt sur CA
		<input type="checkbox"/> baisse impôt préalable	<input type="checkbox"/> baisse impôt sur CA

Annuité du leasing	<input type="checkbox"/> pas d'incidence	<input checked="" type="checkbox"/> hausse impôt préalable	<input type="checkbox"/> hausse impôt sur CA
		<input type="checkbox"/> baisse impôt préalable	<input type="checkbox"/> baisse impôt sur CA

Exercice option d'achat	<input type="checkbox"/> pas d'incidence	<input checked="" type="checkbox"/> hausse impôt préalable	<input type="checkbox"/> hausse impôt sur CA
		<input type="checkbox"/> baisse impôt préalable	<input type="checkbox"/> baisse impôt sur CA

Renoncia-tion exer-cice option d'achat	<input checked="" type="checkbox"/> pas d'incidence	<input type="checkbox"/> hausse impôt préalable	<input type="checkbox"/> hausse impôt sur CA
		<input type="checkbox"/> baisse impôt préalable	<input type="checkbox"/> baisse impôt sur CA

Exercice 7.6:**1 point**

La société de leasing enregistre l'objet du leasing au titre **d'immobilisations en leasing** (compte «Machines en leasing»). L'amortissement s'effectue directement selon les parts d'amortissement des redevances de leasing. Comptabilisez à la fin de l'année 1 les éléments comptables liés au leasing **chez le donneur de leasing**. Ne tenez pas compte de la taxe sur la valeur ajoutée.

Débit	Crédit	Montant
Liquidités	Revenus du leasing	23 480.65
Amortissement	Machines en leasing	15 572.05

Exercice 7.7:**1.5 point**

A la différence de l'exercice partiel précédent, la société de leasing assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée enregistre les objets du leasing au titre de **créance à long terme**. Lors de la conclusion, les objets du leasing ont été inscrits au bilan avec CHF 105 448.40 chez le donneur de leasing. Comptabilisez l'exercice de l'option d'achat **chez le donneur de leasing** et cochez les incidences de l'exercice de l'option d'achat sur la taxe sur la valeur ajoutée **chez le donneur de leasing**.

Débit	Crédit	Montant
Liquidités	Créance à long terme	15 000.00

Exercice option d'achat	<input type="checkbox"/> pas d'incidence	<input type="checkbox"/> hausse impôt préalable	<input checked="" type="checkbox"/> hausse impôt sur CA
		<input type="checkbox"/> baisse impôt préalable	<input type="checkbox"/> baisse impôt sur CA

Gestion financière

10 points

Information

Un client vous charge d'examiner la rentabilité d'une acquisition planifiée et vous fournit les informations suivantes:

Durée d'utilisation: 5 ans
 Intérêt calculé: 4% par an
 Valeur de liquidation en l'an 5: zéro

Au cours de la troisième année, une extension de l'immobilisation est prévue pour une valeur de CHF 40 000. Elle permettra de fournir davantage de prestations et d'augmenter le cash flow de CHF 15 000 par rapport à l'année 2.

Voici les autres indications:

Montants en CHF	Début	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Investissement	210 000			40 000		
Cash flow opérationnel		35 000	45 000	60 000	80 000	80 000

Exercice 8: Valeur Actuelle Nette (VAN)

3 points

Calculez la valeur actuelle nette (VAN du cash flow libre)
 (au CHF entier près)

Année	Cash flow	Coeff. d'act./4%	Val. act. nette
0	-210000	0	-210 000
1	35 000	0.961538	33 654
2	45 000	0.924556	41 605
3	60 -40 = 20 000	0.888996	17 780
4	80 000	0.854804	68 384
5	80 000	0.821927	65 754
Σ		VAN	17 177

Exercice 9: Récupération (Payback)

1 point

Calculez le **délai de récupération suivant la méthode statique** (à 2 décimales près).

CF au début de l'année 4: $180\,000 - 210\,000 = 30\,000$; $30\,000 / 80\,000 = 0.375 = 4.375$ ans;
4.38 ans

Exercice 10: Taux de Rendement Interne (TRI)**6 points**

Déterminez le taux de rendement interne (Internal Rate of Return / IRR).

Total de tous les cash flows avec escompte: $300\ 000 - 40\ 000 = 260\ 000 / 5 \text{ ans} = 52\ 000$

Investissement (210 000) / 52 000 = 4.03

Renvoi tableau (ligne 5 ans): $8\% = 3.9927$ $6\% = 4.212364$

Procéder au calcul comparatif:

	CF	5A/6%			5A/8%	
0						
1	35000	0.943396	33018.86		0.925926	32407.41
2	45000	0.889996	40049.82		0.857339	38580.255
3	20000	0.839619	16792.38		0.793832	15876.64
4	80000	0.792094	63367.52		0.735030	58802.4
5	80000	0.747258	59780.64		0.680583	54446.64
			213009.22			200113.345

Interpoler

6%		213009.22	213009.22
			210000
8%		200113.345	
		12895.875	3009.22
		12895.875	2%
		3009.22	0.467%
	=6% + 0.467 % =		6.467 %

Taux de rendement interne TRI/IRR (calculé)
--

6.46%

Si vous ne parvenez pas à déterminer le taux de rendement interne, donnez une estimation de la fourchette dans laquelle il se situera.

Taux de rendement interne TRI/IRR (estimé)

entre 6 et 8% plutôt vers 6%

Annexe

Coefficient d'actualisation

Valeur actuelle d'un paiement à hauteur de CHF 1.00, payable à la fin de l'année

Jahre/Année	2%	4%	6%	8%	10%	12%	14%	16%
1	0.980392	0.961538	0.943396	0.925926	0.909091	0.892857	0.877193	0.862069
2	0.961169	0.924556	0.889996	0.857339	0.826446	0.797194	0.769468	0.743163
3	0.942322	0.888996	0.839619	0.793832	0.751315	0.711780	0.674972	0.640658
4	0.923845	0.854804	0.792094	0.735030	0.683013	0.635518	0.592080	0.552291
5	0.905731	0.821927	0.747258	0.680583	0.620921	0.567427	0.519369	0.476113
6	0.887971	0.790315	0.704961	0.630170	0.564474	0.506631	0.455587	0.410442
7	0.870560	0.759918	0.665057	0.583490	0.513158	0.452349	0.399637	0.353830
8	0.853490	0.730690	0.627412	0.540269	0.466507	0.403883	0.350559	0.305025
9	0.836755	0.702587	0.591898	0.500249	0.424098	0.360610	0.307508	0.262953
10	0.820348	0.675564	0.558395	0.463193	0.385543	0.321973	0.269744	0.226684
11	0.804263	0.649581	0.526788	0.428883	0.350494	0.287476	0.236617	0.195417
12	0.788493	0.624597	0.496969	0.397114	0.318631	0.256675	0.207559	0.168463
13	0.773033	0.600574	0.468839	0.367698	0.289664	0.229174	0.182069	0.145227
14	0.757875	0.577475	0.442301	0.340461	0.263331	0.204620	0.159710	0.125195
15	0.743015	0.555265	0.417265	0.315242	0.239392	0.182696	0.140096	0.107927

Coefficient de valeur actuelle

Valeur actuelle d'un flux de versements à hauteur de CHF 1.00 par an, payable à la fin de l'année durant n ans

Jahre/Année	2%	4%	6%	8%	10%	12%	14%	16%
1	0.980392	0.961538	0.943396	0.925926	0.909091	0.892857	0.877193	0.862069
2	1.941561	1.886095	1.833393	1.783265	1.735537	1.690051	1.646661	1.605232
3	2.883883	2.775091	2.673012	2.577097	2.486852	2.401831	2.321632	2.245890
4	3.807729	3.629895	3.465106	3.312127	3.169865	3.037349	2.913712	2.798181
5	4.713460	4.451822	4.212364	3.992710	3.790787	3.604776	3.433081	3.274294
6	5.601431	5.242137	4.917324	4.622880	4.355261	4.111407	3.888668	3.684736
7	6.471991	6.002055	5.582381	5.206370	4.868419	4.563757	4.288305	4.038565
8	7.325481	6.732745	6.209794	5.746639	5.334926	4.967640	4.638864	4.343591
9	8.162237	7.435332	6.801692	6.246888	5.759024	5.328250	4.946372	4.606544
10	8.982585	8.110896	7.360087	6.710081	6.144567	5.650223	5.216116	4.833227
11	9.786848	8.760477	7.886875	7.138964	6.495061	5.937699	5.452733	5.028644
12	10.575341	9.385074	8.383844	7.536078	6.813692	6.194374	5.660292	5.197107
13	11.348374	9.985648	8.852683	7.903776	7.103356	6.423548	5.842362	5.342334
14	12.106249	10.563123	9.294984	8.244237	7.366687	6.628168	6.002072	5.467529
15	12.849264	11.118387	9.712249	8.559479	7.606080	6.810864	6.142168	5.575456

Branche 602 Fiscalité

Proposition de solution Problème 4

Exercice 1 (7.5 points)

Le 1^{er} janvier 2008, Martina Huber s'est mise à son compte et a créé la société Publicity Consulting AG à Berne. Spécialisée dans le conseil publicitaire, cette SA vend des stylos personnalisés pour ses entreprises clientes. Veuillez trouver ci-dessous ses chiffres d'affaires et charges, hors TVA. Les évaluations doivent reposer exclusivement sur la nouvelle Loi sur la TVA, tout en utilisant comme base de calcul les taux d'imposition des années considérées.

	2008	2009	2010	2011
<u>Produits</u>				
Conseils aux nationaux	35 000	55 000	50 000	80 000
Conseils aux étrangers	110 000	110 000	95 000	115 000
Ventes de stylos en Suisse	11 000	20 000	20 000	50 000
Ventes de stylos vers l'étranger, avec documents d'exportation	10 000	20 000	35 000	50 000
<u>Charges</u>				
Prestations de conseil achetées par des entreprises étrangères	5 000	9 000	20 000	1 000

1.1

Au regard des chiffres ci-dessus, à partir de quelle date la SA doit-elle obligatoirement être inscrite au registre de la TVA? Justifiez l'assujettissement obligatoire à la TVA en vous appuyant sur la loi et sur les chiffres d'affaires pertinents.

Ebauche de solution:

En vertu de l'art. 10, al. 2, let. a LTVA, le chiffre d'affaires est limité à CHF 100 000 et l'assujettissement fiscal est reporté sur l'année suivante conformément à l'art. 11, al. 1 OTVA. Sont pertinents les conseils dispensés en Suisse et les ventes (exportations comprises); le plafond du chiffre d'affaires est donc atteint en 2010, ce qui déclenche l'assujettissement fiscal au 1^{er} janvier 2011.

1.2

Au regard des chiffres d'affaires de la SA, à quel montant se chiffre la TVA qu'elle doit acquitter à l'AFC si elle opte pour la méthode du taux de la dette fiscale nette? Pour le calcul, utiliser un taux de la dette fiscale nette de 4.4%.

Ebauche de solution:

L'assujettissement fiscal s'applique pour l'exercice 2011.

Le chiffre d'affaires imposable s'élève à CHF 130 000.

Avec la méthode du taux de la dette fiscale nette, il faut inclure la TVA, soit 4.4% de 130 000 = 5720.

1.3

En vertu de la LTVA, quel est le montant total des impôts que doit verser la SA à l'AFC pour l'ensemble de la période considérée?

Ebauche de solution:

En vertu de l'art 45, al. 2, let. b LTVA, les sociétés non imposables sont également assujetties à l'impôt sur les acquisitions à partir de CHF 10 000 d'acquisitions. En outre, conformément à l'art. 45, al. 2 let. a LTVA, le contribuable doit enregistrer chaque impôt sur les acquisitions. Viennent donc s'ajouter CHF 1520 au titre de l'exercice 2010 et CHF 80 au titre de l'exercice 2011, soit CHF 1600 d'impôts sur les acquisitions et un total de CHF 7777.50.

Exercice 2 (7.5 points)

Dans les cas suivants, déterminez:

- s'il s'agit d'une livraison de biens ou d'une prestation de services,
- où se situe le lieu de la prestation (nom de la localité) et s'il se trouve en Suisse ou à l'étranger,
- si la prestation est soumise ou non à la TVA suisse ou si une exonération fiscale est éventuellement possible.

Remarque:

Les prestataires sont des personnes assujetties à la TVA suisse. Motivez brièvement votre réponse par une déduction légale exacte pour chaque chiffre et point à évaluer!

2.1

La Treuhand SA de Coire conseille l'hôtel Kreuz à Samnaun pour sa clôture comptable.

Ebauche de solution:

- *Prestation de services (art. 3, let. e LTVA)*
- *Le lieu de la prestation de services est Samnaun (art. 8, al. 1 LTVA).*
- *Comme le lieu de la prestation de services est situé en Suisse (Samnaun est considérée comme étant une localité suisse pour les prestations de services conformément aux dispositions de l'art. 4, al. 1 LTVA), la prestation est soumise à la TVA suisse en vertu de l'art. 18, al. 1 LTV.*

2.2

La chaîne de restauration bâloise Atatürk Sàrl dispose d'une succursale à Lörrach (Allemagne), où des spécialités turques sont servies dans le restaurant. Évaluez cette succursale.

Ebauche de solution:

- *Prestation de services (art. 3, let. e LTVA)*
- *Comme il s'agit de prestations de la restauration, le lieu de la prestation de services est le siège du restaurant (principe du lieu d'exécution matérielle de la prestation), soit Lörrach/Allemagne/étranger (art. 8, al. 2, let. d LTVA).*
- *La prestation est considérée comme ayant été fournie à l'étranger et n'est donc pas soumise à la TVA suisse.*

2.3

La société Global SA de St-Gall vend une presse rotative à l'entreprise Medici SA à Lugano. Cette presse a été fabriquée à Dublin (Irlande) par EIRE LTD et livrée directement par cette dernière à Medici SA sur ordre de Global SA. La société EIRE LTD l'a facturée à Global SA et celle-ci à Medici SA. Évaluez la vente entre Global SA et Medici SA.

Ebauche de solution:

- *Livraison (art. 3, let. d, ch. 1 LTVA)*
- *Le lieu de la livraison, c'est-à-dire où commence le transport de la marchandise (art. 7, al. 1, let. b LTVA), est Dublin et se situe donc à l'étranger.*
- *La prestation de services est considérée comme ayant été fournie à l'étranger et n'est pas soumise à la TVA suisse.*

2.4

L'architecte renommé Willy Baldus de Genève a élaboré un projet de construction d'un nouvel immeuble de bureaux à Vienne (Autriche) pour la société Sarasin SA de Bâle. Les seuls honoraires d'architecte se montent à CHF 500 000.

Ebauche de solution:

- *Prestation de services (art. 3, let. e LTVA)*
- *Le lieu de la prestation de services est au même endroit que le bâtiment (lieu où se trouve l'immeuble selon l'art. 8, al. 2, let. f LTVA), c.-à-d. à Vienne et donc à l'étranger.*
- *La prestation de services est considérée comme ayant été fournie à l'étranger et n'est pas soumise à la TVA suisse.*

2.5

La galerie d'art Meuron SA de Paris (France) vend à Stewart Watson de Londres (Angleterre) un tableau «Le champ de blé» de Van Gogh (Pays-Bas) au port franc de Zurich-Kloten.

Ebauche de solution:

- *Livraison d'un bien (art. 3, let. d, point 1 LTVA)*
- *Le lieu de la livraison est Zurich-Kloten/Suisse, là où le tableau est remis à son destinataire (art. 7, al. 1, let. a LTVA).*
- *La livraison est soumise à la TVA suisse. En vertu de l'art. 23, al. 2, point 3 LTVA, de telles livraisons peuvent bénéficier d'une exonération fiscale.*

Exercice 3 (7 points)

Parmi les affirmations suivantes, lesquelles sont correctes ou fausses? Cochez la bonne réponse.

		Vrai	Faux
3.01	La Confédération peut prélever un impôt direct s'élevant au maximum à 11.5% des revenus des personnes physiques et au maximum à 8.5% du bénéfice net des personnes morales.	X	
3.02	La Confédération détermine les principes relatifs à l'harmonisation des impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes. En font partie les impôts cantonaux sur le revenu, la fortune, le bénéfice et le capital, mais pas les impôts sur les successions et les donations.	X	
3.03	Dans la mesure où le type d'impôt le permet, ses modalités doivent respecter les principes, de l'égalité et de la capacité économique.	X	
3.04	L'harmonisation s'étend à l'assujettissement, à l'objet et à la période de calcul de l'impôt, à la procédure et au droit pénal en matière fiscale ainsi qu'aux barèmes, taux et montants exonérés de l'impôt.		X
3.05	La Confédération et les cantons peuvent percevoir des impôts à la consommation spéciaux sur le tabac brut et tabac manufacturé, les boissons distillées, la bière, les automobiles et leurs composantes, le pétrole, les autres huiles mécaniques, le gaz naturel, les produits résultant de leur raffinage et les carburants.		X
3.06	Les objets que la législation fédérale soumet à la taxe sur la valeur ajoutée, au droit de timbre ou à l'impôt anticipé ou qu'elle déclare exonérés peuvent être soumis par les cantons en périodes de déficits élevés à des impôts du même genre.		X
3.07	Pour pouvoir être prélevé, un impôt doit remplir cinq conditions qui doivent être régies dans la Constitution ou dans une loi formelle, à savoir la souveraineté fiscale, le sujet fiscal, l'objet fiscal, l'assujettissement fiscal et le taux de l'impôt.		X
3.08	Dans le cas de l'impôt à la source, le travailleur étranger sans permis d'établissement et domicilié en Suisse est un sujet fiscal. L'employeur est le substitut fiscal de l'employé et doit donc remplir toutes les obligations ressortant du rapport fiscal.	X	
3.09	Le transfert aux ayants droit des obligations et des droits procéduraux ainsi que de la dette fiscale s'appelle la succession fiscale.	X	
3.10	La période pour laquelle l'impôt sur le bénéfice est dû s'appelle la période fiscale et dure une année civile. La période de calcul est la période déterminante pour le calcul du bénéfice imposable.		X
3.11	Les cantons prélèvent notamment les impôts suivants: un impôt sur le revenu et un impôt sur la fortune des personnes physiques, un impôt sur le bénéfice et un impôt sur le capital des personnes morales ainsi qu'un impôt à la source de certaines personnes physiques ou morales.	X	
3.12	Pour les impôts périodiques sur le revenu et la fortune ou sur le bénéfice et le capital s'applique un taux d'imposition qui varie en fonction des montants considérés et qui comporte généralement deux composantes: le taux d'imposition légal et le taux d'imposition (coefficient) redéfini périodiquement.		X
3.13	L'impôt sur la fortune porte sur l'ensemble de la fortune nette, c'est-à-dire également sur les objets d'art, l'inventaire du ménage et l'argent liquide.		X
3.14	L'impôt sur le bénéfice des sociétés de capitaux et sociétés coopératives repose sur le même barème. Les cantons peuvent imputer l'impôt sur le	X	

	bénéfice sur l'impôt sur le capital.		
3.15	Pour l'impôt sur la fortune, sont déterminants l'état et la valeur de la fortune au début de la période fiscale ou de l'obligation fiscale.		X
3.16	Les capitaux propres imposables se calculent en fonction de leur état à la fin de la période fiscale.	X	
3.17	Les sociétés anonymes, les coopératives et les sociétés de personnes sont des sujets fiscaux de l'impôt sur le bénéfice.		X
3.18	L'Administration fédérale des contributions verse au canton de Berne un impôt sur le bénéfice et sur le capital.		X
3.19	Dans le cas des systèmes dits dualistes (système de St-Gall), les bénéfices résultant de la vente de biens immobiliers relevant du patrimoine privé sont assujettis à l'impôt sur les gains immobiliers et ceux résultant de la vente de biens immobiliers relevant de la fortune commerciale à l'impôt sur le revenu ou le bénéfice.	X	
3.20	Le sujet fiscal de l'impôt anticipé est le destinataire de la prestation imposable.		X
3.21	Si le destinataire de la prestation est une personne physique, il a droit au remboursement de l'impôt anticipé dans la mesure où il était domicilié en Suisse à l'échéance de la prestation imposable et où il avait correctement déclaré cette prestation aux autorités fiscales compétentes.	X	
3.22	L'impôt anticipé s'élève à 35% de la prestation imposable perçue sur les intérêts, les dividendes et les gains de loterie, à 15% de la prestation imposable sur les rentes viagères et les pensions et à 8% de la prestation imposable sur les autres types de prestations d'assurance.	X	
3.23	Le droit d'émission, le droit de négociation et le droit sur les primes d'assurance sont des droits de timbre. Le droit d'émission est prélevé sur les droits de participation émis en Suisse et à l'étranger, sur les obligations et les papiers monétaires.		X
3.24	Le négoce dit de manteaux d'actions est assimilé à l'émission de droits de participation et est donc soumis au droit d'émission.	X	
3.25	Le droit de négociation est prélevé sur certains documents lors du transfert à titre onéreux de leur propriété dans la mesure où l'un des contractants ou l'un des intermédiaires est un commerçant de titres. Cette personne est le sujet fiscal.	X	
3.26	Les sociétés anonymes sont considérées comme des commerçants de titres lorsqu'elles indiquent dans leur bilan des documents imposables selon l'art. 13, al. 2 LT d'une valeur supérieure à CHF 10 millions.	X	
3.27	Le droit de négociation est calculé à partir de la rémunération et s'élève à 1.5 pour mille pour les documents émis par un Suisse et à 3 pour mille pour ceux émis par un étranger. Aucun droit n'est perçu si la rémunération n'excède pas CHF 1 million au total.		X
3.28	Concernant le droit de timbre sur les primes d'assurance, c'est l'assureur qui est assujetti et c'est donc lui le sujet fiscal. Constituent un objet fiscal et sont donc soumises au droit de timbre les primes d'assurance sur la vie dans la mesure où celle-ci sert la prévoyance professionnelle au sens de la LPP (Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité).		X

Exercice 4 (10 points)

- 4.1. En droit fiscal suisse et pour les assurances sociales, il faut distinguer la fortune commerciale de la fortune privée. Dans le tableau suivant relatif à la distinction entre fortune privée et fortune commerciale, cochez si les affirmations sont correctes ou fausses. Si vous ne cochez rien ou si vous cochez les deux cases, la réponse est considérée comme fausse. Il ne faut tenir compte que des dispositions de la LIFD.

		Vrai	Faux
4.1.1	Les valeurs patrimoniales relèvent soit intégralement de la fortune commerciale, soit intégralement de la fortune privée. Pour les immeubles à usage mixte, c'est la méthode dite du partage de la valeur qui s'applique.		X
4.1.2	L'art. 18, al. 2 LIFD décrit les éléments de réalisation de réserves latentes menant à des bénéfices en capital et précise que les bénéfices en capital réalisés sur la fortune commerciale proviennent exclusivement de l'aliénation, de la réalisation ou de la réévaluation comptable d'actifs commerciaux.		X
4.1.3	Les bénéfices en capital résultant de l'aliénation de la fortune mobilière et immobilière privée sont généralement exonérés d'impôts.	X	
4.1.4	Les gains de cession réalisés avec la fortune commerciale doivent être qualifiés de revenus d'une activité indépendante et sont, de ce fait, assujettis à l'impôt sur le revenu.	X	
4.1.5	Les pertes résultant de l'aliénation de valeurs patrimoniales sont toujours déductibles des impôts.		X
4.1.6	Les amortissements requis peuvent être réalisés sur la fortune privée ou commerciale conformément aux taux indiqués dans les directives d'amortissement de l'AFC.		X
4.1.7	Les vrais intérêts débiteurs peuvent être déduits intégralement de la fortune privée ou commerciale.		X
4.1.8	Conformément au droit fiscal intercantonal, la fortune privée mobilière est imposable exclusivement au domicile.	X	

- 4.2 Il y a plusieurs critères de délimitation pour attribuer une valeur patrimoniale à la fortune commerciale ou à la fortune privée. Citez-en cinq.

Qualité extérieure
Origine des fonds
Motif d'acquisition
Fonction technico-économique

Traitement comptable
Traitement fiscal
Utilisation du produit
Volonté et présentation des faits par le contribuable

4.3 Situation initiale

Isidor Preisig tient un magasin de vélo sous la forme d'une entreprise individuelle. L'atelier, le magasin et les bureaux se trouvent dans sa maison privée, qui a donc deux utilisations. Les comptes du magasin de vélo indiquent un loyer justifié par l'usage commercial de CHF 30 000 pour l'exploitation de l'atelier, du magasin et des bureaux au titre de l'exercice 2009. Le loyer du marché pour les locaux privés d'Isidor Preisig s'élève à CHF 17 000. En 2010 et les années suivantes, à la suite d'un changement d'affectation dans la comptabilité, le loyer des locaux commerciaux n'est plus que de CHF 15 000, alors que le loyer du marché pour les locaux à usage privé est passé à CHF 35 000.

La valeur vénale du bâtiment se monte à CHF 2 000 000, la valeur d'apport (valeur de placement) s'élevait à l'époque à CHF 1 700 000 et la valeur comptable imposable (valeur fiscale pour l'impôt sur le revenu) se chiffre à CHF 1 600 000.

4.3.1 Pour l'exercice 2009, la maison d'habitation relève-t-elle de la fortune privée ou de la fortune commerciale?

Donnez brièvement les motifs de votre réponse et procédez aux calculs nécessaires de manière compréhensible. Il ne faut tenir compte que des dispositions de la LIFD.

- **Fortune commerciale**
- **Méthode de la prépondérance ou en fonction de l'utilisation effective**
- **Calcul: CHF 30 000 (commerce) : 47 000 (total) * 100 = 63,83%**
- **Article 18, al. 2 LIFD (utilisation prépondérante)**

4.3.2 Est-ce que quelque chose change en 2010? Donnez brièvement les motifs de votre réponse et procédez aux calculs nécessaires de manière compréhensible. Il ne faut tenir compte que des dispositions de la LIFD.

- **Transfert ou prélèvement privé de la fortune commerciale dans la fortune privée**
- **Méthode de la prépondérance ou en fonction de l'utilisation effective**
- **Calcul: CHF 35 000 : 50 000 * 100 = 70% utilisation privée**
- **Le montant imposable équivaut à la différence entre la valeur vénale et la valeur pour l'impôt sur le revenu, soit CHF 400 000.**
- **Article 18, al. 2 LIFD (utilisation prépondérante)**

4.3.3 Est-ce que cela change quelque chose si le changement d'affectation n'a lieu qu'en 2011? Donnez brièvement les motifs de votre réponse et procédez aux calculs nécessaires de manière compréhensible. Il ne faut tenir compte que des dispositions de la LIFD.

Selon l'art. 18a, al. 1 LIFD (Circ. 26 année 2009), le contribuable peut demander que seule la différence entre la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu (1 600 000) et les dépenses d'investissement (1 700 000) soit imposée immédiatement, en l'occurrence les amortissements récupérés qui s'élèvent à CHF 100 000. La plus-value de 300 000 n'est imposable qu'au moment de la cession. (Loi sur la réforme fiscale des entreprises II au 1^{er} janvier 2011)

Exercice 5 (7 points)

Les solutions doivent reposer sur les dispositions de la LIA et de l'OIA. Lorsqu'il vous est demandé de citer le fondement légal, indiquez l'article de loi précis (article, alinéa et lettre le cas échéant).

En 2010, la compagnie de transport Steinmann Transport SA a réalisé un bénéfice net de CHF 80 000. Lors de l'assemblée générale qui s'est tenue le 25 mars 2011, il a été décidé de distribuer aux actionnaires un dividende de CHF 25 000 avec comme échéance le 31 mai 2011. La même AG a validé l'augmentation du capital-actions au 31 mai 2011, qui passe de CHF 100 000 à CHF 150 000 moyennant une libération gratuite. La libération gratuite est réalisée avec des réserves provenant de bénéfices.

Actionnaires de la société Steinmann Transport SA et leur quote-part respective (distributions ainsi que répartition des nouvelles actions proportionnelles à la participation de ces derniers au capital):

Steinmann Holding SA (siège à Lucerne)	50%
Alfred Steinmann (domicilié à Lucerne)	30%
Beat Steinmann (domicilié en France)	20%

5.1 A combien s'élève l'impôt anticipé de Steinmann Transport SA à la suite des deux décisions de l'assemblée générale, considéré que l'impôt sera acquitté dans son intégralité et répercuté sur les actionnaires? Quand l'impôt est-il échu et quel est l'article de loi qui définit cette date?

- *Impôt anticipé 35% de (25 000 + 50 000) = 26 250*
- *L'impôt est dû 30 jours après l'échéance des revenus des capitaux, soit le 30 juin 2011*
- *Art. 16, al. 1, let. c LIA (p. o. avec l'art. 12, al. 1 LIA)*

5.2 Parmi les actionnaires, lesquels sont-ils habilités à demander le remboursement de l'impôt anticipé en vertu du droit interne (à la condition d'une déclaration en bonne et due forme)? Pour chacun des actionnaires concernés, expliquez brièvement quelle forme prendra le remboursement (type de demande, autorité compétente).

- *Peuvent demander le remboursement de l'impôt anticipé la société Steinmann Holding AG et Alfred Steinmann (nationaux, suisse)*
- *Steinmann Holding SA: demande de remboursement séparée à l'AFC*
- *Alfred Steinmann: demande déposée dans le cadre de la déclaration fiscale privée (état des titres) auprès de l'autorité fiscale cantonale compétente*

5.3 En relation avec les revenus des capitaux, il existe dans certains cas une alternative ou une procédure alternative à la perception d'un impôt. Citez le terme technique de cette démarche et indiquez l'article correspondant de la LIA.

- *Déclaration ou procédure de déclaration selon l'art. 20 LIA*

5.4 La procédure indiquée au point 5.3 peut-elle être appliquée pour les dividendes en espèces et, si oui, pour quels actionnaires? Motivez votre décision en indiquant l'article exact de l'ordonnance et rappelez au moins deux des principales conditions mentionnées dans cet article.

- *La procédure de déclaration ne peut être effectuée que pour l'actionnaire Steinmann Holding SA*
- *Art. 26a, al. 1 et al. 3 OIA*
- *Société de capitaux, coopérative, placement collectif de capitaux ou collectivité publique*
- *Participation de 20% minimum*
- *Le destinataire de la prestation doit être habilité à demander le remboursement*

5.5 La procédure indiquée au point 5.3 peut-elle être appliquée pour la libération gratuite et, si oui, pour quels actionnaires? Motivez votre décision en indiquant l'article exact de l'ordonnance et rappelez au moins deux des principales conditions mentionnées dans cet article.

- *La procédure de déclaration peut être appliquée pour les actionnaires Steinmann Holding SA et A. Steinmann*
- *Art. 24, al. 1, let. b et al. 2 OIA*
- *Les destinataires de la prestation (20 personnes max.) doivent être habilités à demander le remboursement (nationaux)*

5.6 Partez du principe que Steinmann Transport AG désire verser à l'AFC le moins d'impôt anticipé possible. A combien s'élève alors l'impôt anticipé minimal devant être acquitté?

Dividendes en espèces: 35% de 50% (parts d'Alfred et de Beat Steinmann) de 25 000 = 4375
Augmentation gratuite de capital: 35% de 20% (part de Beat Steinmann) de 50 000 = 3500

Impôt minimal à acquitter: 7875

Remarque:

Si l'impôt n'était pas répercuté (il est indiqué au point 5.1 qu'il est répercuté sur les actionnaires), la charge fiscale – et donc le versement par la SA – serait plus élevée, ce qui n'est pas souhaité selon l'exposé des faits.

Exercice 6 (11 points)**Exercice 6.1**

Durant l'exercice 2000, le fleuriste Blumentopf SA a, pour la première fois de son existence, enregistré des pertes. Il a ensuite renoué avec le succès, jusqu'à ce que la crise économique entraîne de lourdes pertes à partir de 2008. Au regard de son bilan déficitaire, la société a dû être assainie comme suit en 2010:

- L'actionnaire renonce à un emprunt de CHF 300 000, octroyé en 2006 pour l'expansion. A l'époque, la banque locale avait en outre formulé une offre de financement, qui avait cependant été refusée pour des raisons de coûts.
- Le principal fournisseur renonce à ses créances en suspens, qui totalisent CHF 30 000.
- Une réduction du capital (sans indemnisation) est suivie d'une réaugmentation, à titre onéreux, de CHF 300 000.

Tableau des résultats annuels après impôts (en milliers de CHF) et avant l'assainissement:

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Résultats	-350	50	70	12	17	20	32	25	-182	-173	-61

- 6.1 Procédez à la défalcation des pertes dans le cadre de l'impôt fédéral direct. Quel est le résultat **imposable** pour l'exercice 2010, c'est-à-dire à combien s'élèvent les reports de pertes fiscales à la fin de l'année 2010 pouvant être déduits des bénéfices futurs? Motivez votre réponse, procédez aux calculs correspondants et précisez l'article de loi considéré.

Les reports de pertes de l'année 2000 (CHF 350 000) (7 ans) peuvent être intégralement déduits du bénéfice des années 2001 à 2007 (au total CHF 226 000). Art. 67, al. 1 LIFD.

La renonciation à l'emprunt est considérée comme un réel bénéfice d'assainissement (incidence sur l'impôt sur les bénéfices). Les pertes des exercices antérieurs qui n'ont pas encore pu être déduites du bénéfice peuvent également être défalquées des prestations qui sont destinées à équilibrer un bilan déficitaire dans le cadre d'un assainissement. Art. 67, al. 2 LIFD. Dans le cas présent, les reports de pertes résiduels de l'exercice 2000 (CHF 124 000) peuvent être déduits de la renonciation à l'emprunt (CHF 300 000). La différence restante (CHF 176 000) peut être imputée sur le report de pertes 2008.

La renonciation aux créances à hauteur de CHF 30 000 a valeur de réel bénéfice d'assainissement (incidence sur l'impôt sur les bénéfices) et est prise en compte avec les reports de pertes de 2008 (CHF 6000) et de 2009 (CHF 24 000).

La réduction de capital constitue un faux bénéfice d'assainissement et n'a donc aucune incidence sur l'impôt sur les bénéfices (pas d'imputation avec les reports de pertes). Art. 60, let. a LIFD.

Le résultat imposable de 2010 s'élève donc à CHF 269 000 $(-61\ 000 + 300\ 000 + 30\ 000)$; il faut également évaluer correctement CHF 0 et CHF -210 000. Les reports de pertes totalisent CHF 210 000 $(350\ 000 \text{ ./. } 226\ 000 \text{ ./. } 124\ 000 + 182\ 000 \text{ ./. } 176\ 000 + 173\ 000 \text{ ./. } 30\ 000 + 61\ 000)$.

Exercice 6.2

La société Success SA est entrée en bourse le 24 juin 2004. En raison de la problématique de la dilution avec les détenteurs de parts existants, les nouveaux détenteurs de droits de participation ont souscrit les actions émises (CHF 400 000) au-dessus du pair, ce qui a entraîné un agio d'émission de CHF 800 000.

Bilan de départ avant l'entrée en bourse (montants en CHF):

Actifs		Passifs	
Actifs circulants	4 000 000	Capitaux étrangers	2 000 000
Immobilisations	1 000 000	Capital-actions	1 000 000
		Réserves générales	2 000 000
Total	5 000 000	Total	5 000 000

Bilan après l'entrée en bourse (montants en CHF):

Actifs		Passifs	
Actifs circulants	5 200 000	Capitaux étrangers	2 000 000
Immobilisations	1 000 000	Capital-actions	1 400 000
		Réserves générales	2 000 000
		Agio	800 000
Total	6 200 000	Total	6 200 000

6.2.1

Karl Müller détient 12% du capital-actions de Success SA dans sa fortune privée. Si la société avait été liquidée en 2010, comment auraient été imposés les dividendes de liquidation d'un montant de CHF 504 000 (12% de CHF 4 200 000) dans le cas de Karl Müller (uniquement impôt fédéral direct)?

Le principe appliqué jusqu'au 31 décembre 2010 était celui de la valeur nominale, selon laquelle est imposable la prestation appréciable en argent qui ne constitue pas un remboursement du capital nominal. Dans le cas présent, les réserves générales et l'agio d'un montant de CHF 336 000 (12% de CHF 2 800 000) seraient soumises à l'impôt sur le revenu.

Comme Karl Müller détient plus de 10% des participations, seuls 60% de CHF 336 000, soit CHF 201 600, seraient imposables (art. 20, al. 1^{bis} LIFD).

6.2.2

Même situation, mais la liquidation a lieu en 2011. Quel serait le montant de l'impôt sur les dividendes de liquidation qui s'élèvent à CHF 504 000 pour Karl Müller (uniquement impôt fédéral direct)?

Depuis le 1^{er} janvier 2011 s'applique le principe de l'apport en capital selon lequel, en cas de distribution, tout ce qu'un actionnaire direct a investi dans la société n'est assujéti ni à l'impôt sur le revenu, ni à l'impôt anticipé. Dans le cas présent, les réserves générales d'un montant de CHF 240 000 (12% de CHF 2 000 000) seraient soumis à l'impôt sur le revenu.

Comme Karl Müller détient plus de 10% des participations, seuls 60% de CHF 240 000, soit CHF 144 000, sont imposables (art. 20, al. 1^{bis} LIFD).

Exercice 6.3

Du point de vue fiscal, quelles conditions doivent être remplies (cinq au moins) pour que le principe de l'apport en capital soit applicable?

Ne relèvent de la réserve issue de l'apport de capital que les apports

- effectués **directement** par les détenteurs des droits de participation,
- communiqués ouvertement (pas d'apports cachés),
- comptabilisés sur un compte séparé,
- pas rayés du fait de leur imputation avec les reports de pertes de droit commercial,
- communiqués dans les délais à l'AFC (formulaire 170),
- intervenus après le 1^{er} janvier 1997.

Branche 603 Révision

Proposition de solution Problème 5

Exercice 1 (23 points)

Vous êtes l'auditeur de l'entreprise Page + Co. Sàrl créée il y a un an et qui se trouve encore dans sa phase de développement. Monsieur Ritter, responsable de la comptabilité de l'entreprise, a accompli une formation commerciale de base et n'a pas encore beaucoup d'expérience en matière de comptabilité. **Page + Co. Sàrl est soumise au contrôle restreint.**

Au moment de l'établissement des comptes annuels, Monsieur Ritter s'adresse à vous avec quelques questions techniques.

Exercice 1.1 (4 points)

Monsieur Ritter a dressé un plan comptable très volumineux. Pour établir les comptes annuels, il souhaite maintenant comprimer autant que possible son plan comptable.

- a) Créez un modèle de compte de résultat pour Monsieur Ritter, conformément aux prescriptions légales.

Produits/charges d'exploitation, en particulier

- *produits de livraisons et prestations*
- *charges de matériel et marchandises*
- *charges de personnel*
- *amortissements*

Produits/charges hors exploitation, en particulier

- *produit financier*
- *charges financières*

Produits/charges extraordinaires, en particulier

- *bénéfices de l'aliénation d'immobilisations*

Bénéfice annuel ou perte annuelle

(L'ordre n'a pas d'importance; 0.25 par position correcte, 2.75 points au total)

- b) Indépendamment de la situation de départ, nommez les trois informations à présenter dans l'annexe qui ne sont pas mentionnés dans les articles 663b, resp. 663b^{bis} du CO.

- *Art. 662a, al. 3 CO: Des dérogations aux principes de la continuation de l'exploitation, de la continuité dans la présentation et l'évaluation et de l'interdiction de la compensation sont admissibles si elles sont fondées. Elles seront exposées dans l'annexe. (0.5 point)*
- *Art. 663c, al. 1 CO: Les sociétés dont les actions sont cotées en bourse sont tenues d'indiquer dans l'annexe au bilan les actionnaires importants et leurs participations pour autant qu'elles en aient connaissance ou doivent en avoir connaissance. (0.5 point)*
- *Art. 663g, al. 2 CO: Dans l'annexe au comptes de groupe, la société mentionne les règles de consolidation et les règles d'évaluation. Lorsqu'elle s'en écarte, elle l'indique dans l'annexe et fournit d'une autre manière les indications permettant de se rendre compte de l'état du patrimoine et des résultats du groupe. (0.25 point)*

(Total 1.25 point)

Exercice 1.2 (2 points)

Intégralité et exactitude ainsi que qualité, continuité et comparabilité sont les exigences que doivent remplir les comptes annuels. Nommez les deux principes généraux de la tenue régulière de la comptabilité à observer lors de l'établissement des comptes annuels et décrivez leur objectif.

Selon MSA, tome 1, partie 1, chapitres 2 + 3

- Principes de la comptabilité régulière (comptabilité = saisie et traitement)
- Principes de l'établissement régulier des comptes (CO 662a) (attestation des comptes annuels)

(0.5 point par principe et 0.5 point par description, 2 points au total)

Exercice 1.3 (11 points)

- a) Décrivez ce que «going concern» signifie pour vous et nommez les articles de loi évoquant cette notion.

Postulat selon lequel l'entreprise poursuivra ses activités pour une durée indéterminée (nMSA, tome 1, partie II, chapitre 6.2.2.4); art. 662a et 725, al. 2 CO (1 point pour la description, 0.5 point par article, 2 points au total)

- b) En raison de la situation actuelle, Page + Co. GmbH a de sérieux doutes concernant le «going concern». Le conseil d'administration a toutefois déjà pris des mesures et s'attend à ce que la situation s'améliore. Comment cet état de fait doit-il être pris en compte dans les comptes annuels? Formulez cela sous forme de phrases.

Prise en compte dans l'annexe: La situation actuelle compromet la continuité de l'exploitation de Page + Co. Sàrl. Compte tenu des mesures de restructuration engagées et sous réserve de leur mise en application, le conseil d'administration est optimiste et pense que la capacité de continuation de Page + Co. Sàrl est donnée. Des éléments de l'actif de l'entreprise et des valeurs passives ont donc été portées au bilan à des valeurs de continuité. Le conseil d'administration a la ferme conviction que Page + Co. Sàrl sera en mesure de poursuivre ses activités et de s'acquitter de ses obligations.

Si toutefois le concept d'assainissement n'était pas mis en pratique, la continuité de l'exploitation de Page + Co. Sàrl serait rendue impossible.

(1 point pour la formulation, 1 point pour la mention dans l'annexe, 2 points au total)

- c) Quelle serait le texte du rapport de révision s'il existe des doutes, mais que ces derniers sont justifiables et pris en compte? Nommez uniquement les dérogations par rapport au texte standard du rapport de révision.

Norme relative au contrôle restreint, annexe G, exemple 8 (2 points pour déclaration de contrôle non restreint, 1 point avec un complément, 3 points au total)

- d) Quelle serait le texte du rapport de révision s'il existe des doutes, mais que ces derniers sont justifiables et pas pris en compte? Nommez uniquement les dérogations par rapport au texte standard du rapport de révision.

Norme relative au contrôle restreint, annexe G, exemple 4 (2 points pour déclaration de révision défavorable)

- e) Quelle serait le texte du rapport de révision s'il existe des doutes manifestes et qu'ils ne sont pas pris en compte bien que vous les ayez signalés au conseil d'administration? Nommez uniquement les dérogations par rapport au texte standard du rapport de révision.

Norme relative au contrôle restreint, annexe G, exemple 6 (2 points pour déclaration de révision pas possible)

Exercice 1.4 (6 points)

Cochez les affirmations correctes (toute affirmation mal cochée donne des points négatifs).

- ☐ Conformément à la loi, aucune dérogation à la présentation continue n'est permise.
- ☐ La présentation correcte des comptes annuels sert à la traçabilité.
- ☐ Les valeurs historiques, les valeurs du jour, les valeurs réalisables ou les valeurs escomptées servent de bases d'évaluation aux comptes annuels.
- ☐ Les recommandations et les normes permettent une meilleure comparabilité entre les entreprises.
- ☐ Les comptes annuels peuvent aussi, en vue d'une présentation continue et d'une comparabilité, contenir de fausses affirmations.
- ☐ L'évaluation selon le droit suisse en matière de sociétés anonymes s'oriente au principe de la valeur la plus basse.

Les affirmations 2, 3 et 4 sont correctes.

(1 point par affirmation bien cochée, -1 point par erreur selon la proposition de solution, 6 points au total et pas de résultat en dessous de 0)

Exercice 2 (17 points)

La société Steinmann SA a été assainie avec succès. Le conseil d'administration a pris des mesures exhaustives et a réduit les coûts du personnel.

Exercice 2.1 (7 points)

La direction a également constitué un organe de révision interne. L'auditeur interne employé par la société Steinmann SA a des expériences dans le domaine de la révision et est ainsi suffisamment qualifié. En relation avec la préparation à la révision, vous vous posez les questions suivantes:

- a) Comment l'audit interne devrait-il être intégré dans l'organigramme de l'entreprise?

La révision interne ne doit pas faire partie intégrante des processus de travail de l'entreprise. Elle a un caractère indépendant des processus et contrôle l'efficacité des contrôles internes (MSA, tome 2, partie 2, chapitres 2.7.2, structure organisationnelle «Contrôle et révision»). (1 point)

- b) Quels avantages et inconvénients une collaboration avec l'audit interne vous apportent-ils à vous, en tant que réviseur? Nommez un avantage et un inconvénient.

Le réviseur peut utiliser certains aspects lors de la définition de ses actes d'audit. Toutefois, il est seul responsable de l'opinion d'audit remise (Norme d'audit suisse 610, ch. 4). Il faut éviter les redondances entre la révision interne et le réviseur externe. (0.5 point pour avantage et inconvénient, 1 point au total)

- c) Vous êtes reçu par le réviseur interne pour un entretien sur la planification de la révision. Quels sont les quatre points essentiels de la collaboration avec le réviseur interne que vous allez clarifier durant cet entretien?

MSA, tome 2, partie 2, chapitre 3.12.2

- Dates à fixer pour des entretiens au sujet de la préparation, l'exécution et l'achèvement de la révision
 - Harmonisation des programmes et domaines de révision
 - Consultation des documents de travail
 - Consultation du rapport du réviseur
- (0.5 point chacun, 2 points au total)*

- d) Le contrôle est considéré comme l'une des «activités de surveillance». Un contrôle intervient avant, pendant ou après le travail à examiner. L'entité en charge (p. ex. supérieurs ou services avec tâches de contrôle) est habilitée à donner des ordres à l'exécutant.

Pour les deux autres activités de surveillance (surveillance et révision), nommez le moment, les compétences et un exemple par activité:

	Surveillance	Révision
Moment de la surveillance	Périodiquement, selon appréciation ou selon spécifications	En aval ou durant le travail
Compétence	Habileté à donner des directives à l'organisation de surveillance	Ni lié à des directives ni habileté à en donner
Exemple	Conseil d'administration sans la fonction de direction, comité d'audit, FINMA, Commission des offres publiques d'acquisition, Commission des cartels, commission de surveillance	Organe de révision, révision interne

(0.5 point par réponse, 3 points au total)

Exercice 2.2 (6 points)

La société Steinmann SA fait l'objet d'un contrôle restreint et détient une participation essentielle dont le siège est en Ukraine. Les comptes annuels de l'entreprise ukrainienne sont contrôlés sur place par un réviseur. Vous avez pour mandat de contrôler la participation.

- a) Quelles sont vos réflexions dans le cadre de la planification? Nommez-en deux.

(Norme d'audit suisse 600)

- *Evaluation de l'impact sur le propre audit*
- *Evaluation de la compétence professionnelle de l'autre auditeur*
- *Instruction de l'autre réviseur*

(0.5 point par réflexion, 1 point au total)

- b) Quels actes d'audit entreprenez-vous lors de l'exécution du contrôle en ce qui concerne la collaboration avec le réviseur ukrainien? Nommez-en deux.

(Norme d'audit suisse 600)

- *Résumé écrit des actes d'audit de l'autre réviseur (si possible sous forme de questionnaire ou de liste de contrôle)*
- *Regarder d'un œil critique les documents de travail de l'autre réviseur*
- *Consulter le rapport de révision de l'autre auditeur*
- *Comptes annuels de l'entreprise ukrainienne*

(0.5 point par réponse, 1 point au total)

- c) Sur la base du contrôle que vous avez effectué, vous êtes arrivé à la conclusion que vous ne pouvez pas utiliser les travaux du réviseur ukrainien et que vous ne pouvez pas procéder à des actes d'audit adéquats. Quelle opinion d'audit remettiez-vous? Nommez deux opinion d'audit possibles.

- *Opinion d'audit avec réserve (Norme d'audit suisse 600, pas d'exemple dans la Norme relative au contrôle restreint)*
 - *Impossibilité de délivrer une opinion d'audit (Norme relative au contrôle restreint, exemple 6)*
- (2 points par réponse, 4 points au total)*

Exercice 2.3 (4 points)

La société Steinmann SA souhaite évaluer à sa participation ukrainienne la valeur de marché actuelle. Comme le conseil d'administration ne se sent pas en mesure d'effectuer lui-même l'évaluation, il s'adresse à un expert externe.

- a) Dans quelles autres circonstances la participation d'un expert externe pourrait-elle également être nécessaire? Nommez deux exemples.

- *Introduction et remaniement du système de contrôle interne*
- *Interprétation de contrats et de règles de droit*
- *Problèmes actuariels*
- *Questions liées à l'environnement informatique*

(1 point chacun, 2 points au total)

- b) Dans le cadre de la révision des comptes annuels, la participation ukrainienne doit également être évaluée par l'organe de révision. Votre société de révision emploie un spécialiste en évaluation d'entreprises. Un collaborateur de la société de révision peut-il travailler pour vous en tant qu'expert? Expliquez pourquoi.

Oui, en tant que réviseur, vous restez responsable de l'opinion d'audit (Norme d'audit suisse 620, ch. 7A). Vous devez atteindre un degré de sécurité approprié au sujet des comptes annuels et restez ainsi indépendant. («Oui» 1 point, motif 1 point, total 2 points)

Exercice 3 (8 points)**Exercice 3.1 (4 points)**

En automne, les affaires sont plutôt calmes dans votre société de révision. C'est pourquoi vous êtes prié de procéder déjà à la planification de révision de la société Falkenberg SA, qui est soumise à un contrôle restreint.

- a) En plus de la détermination de la matérialité (caractère significatif), la planification de révision comprend d'autres activités. Nommez-en trois.

- *Coordonner les rendez-vous*
 - *Etablir le budget temps*
 - *Définir les positions avec des auditions, des opérations de contrôle analytiques et/ou des vérifications détaillées appropriées*
 - *Déterminer les risques inhérents*
- (0.5 point par réponse, 1.5 point au total)

- b) Lors de votre planification de révision, vous avez fixé une matérialité de 10 milliers de francs. Quels sont les trois critères qui entrent dans la fixation de la matérialité?

- MSA, tome 2, partie 2, chapitre 2.10.2*
- *Détermination de la matérialité globale*
 - *Limite de matérialité pour différents soldes de compte*
 - *Erreur tolérable*
- (0.5 point par réponse, 1.5 point au total)

- c) Expliquez pourquoi une matérialité est définie.

*Elle sert à déterminer le type et le volume d'activités d'audit dans la phase de l'exécution du contrôle. Le réviseur détermine le volume d'une opération de contrôle d'après l'évaluation des risques et la détermination des limites de matérialité, en fonction de la sécurité d'audit visée.
MSA, tome 2, partie 2, chapitre 2.10.1
(0.5 point par réponse, 1 point au total)*

Exercice 3.2 (4 points)

Sur la base de la planification de révision, vous vous êtes attribué la position dettes comme position de révision.

- a) Comment procédez-vous pour un test de procédure des dettes?

MSA, tome 2, partie 2, chapitre 3.3: L'instrument des tests de procédures est le SCI. Tout d'abord, il faut développer un bon entendement du SCI afin de pouvoir évaluer sa structure, son application et son fonctionnement. Ensuite ont lieu les contrôles devant permettre de vérifier l'efficacité du SCI. (2 points)

- b) Comment procédez-vous pour une audit au niveau des assertions des dettes?

MSA, tome 2, partie 2, chapitre 3.4: une audit au niveau des assertions porte sur les opérations de contrôle analytiques, les vérifications détaillées et les auditions. Les audits au niveau des assertions sont donc définies en fonction des risques. (2 points)

Exercice 4 (12P)

Exercice 4.1 (5 points)

A la suite des assemblées générales de mai 2011, votre entreprise a été nommée pour l'exercice 2011 comme nouvel organe de révision des deux sociétés sœurs *Exemple 1* et *Exemple 2*, qui sont soumises à un contrôle restreint. Le Directeur souhaite rencontrer le nouvel organe de révision, car il a quelques questions en relation avec l'avenir de ces sociétés. Votre responsable de mandat vous prie de bien vouloir mener cet entretien à sa place.

Au sujet de *Exemple 1*, le Directeur vous présente ci-dessous les comptes audités et approuvés lors de la dernière assemblée générale. Il vous informe en outre que A et B sont actionnaires à 50% chacun, que A est à l'étranger, qu'il ne souhaite pas revenir en Suisse et qu'on ne dispose d'aucune information quant à sa solvabilité.

EXEMPLE 1	31.12.2010 CHF	31.12.2010 CHF	
Liquidités	12'722	467'571	Fonds étrangers
Créances	98'724	32'343	C/c, actionnaire B
C/c, actionnaire A	128'234		
Stocks	102'345	100'000	Capital-actions
Autres actifs circulants	32'234	20'000	Réserve générale
Actifs immobilisés	258'000	12'345	Bénéfice au bilan
Total du bilan	632'259	632'259	

Le Directeur vous informe que l'organe de révision précédent a établi un rapport qualifié, mais il ne se souvient plus exactement quel problème a été relevé.

- a) Indiquez la nature du problème relevé par l'organe de révision précédent (1 point)

Interdiction de restitution du capital. Les actionnaires n'ont pas le droit de réclamer la restitution de leurs versements.

- b) Citez l'article de loi qui fait référence à cette problématique (0,5 point)

Art. 680 al 2 CO

- c) Donnez une explication chiffrée au Directeur sur la raison du problème soulevé par l'ancien organe de révision (1 point)

*C/c actionnaire A de CHF 128'234 > Capital-actions de CHF 100'000
Voir MSA, tome I, partie VI 7.1*

- d) Indiquez au Directeur à quel risque fiscal est exposée *Exemple 1* et veuillez lui préciser le montant du risque en francs (1,5 points)

Risque d'impôt anticipé car il est possible que l'on ne puisse pas répercuter cet impôt sur l'actionnaire. En vertu de la responsabilité solidaire des organes de la société, cela peut représenter une charge pour la société. (Art. 14 et 15 LIA). 1 point

Risque de CHF 69'049 (65% de CHF 197'283 = CHF 128'234). 0,5 point

- e) Comme vous ne disposez pas du rapport de l'organe de révision, veuillez reproduire pour le Directeur le texte probable du rapport qui traite de ce problème (1 point)

La créance contre l'actionnaire A s'élevant au 31 décembre 2010 à CHF 128'234 pourrait constituer une violation de l'article 680 al. 2 CO (interdiction de remboursement du capital).

Aufgabe 4.2 (7 points)

Au sujet de Exemple 2, le Directeur vous présente ci-dessous les comptes audités et approuvés lors de la dernière assemblée générale. Il vous informe en outre que, comme pour Exemple 1, A et B sont actionnaires à 50% chacun.

EXEMPLE 2	31.12.2010 CHF	31.12.2010 CHF	
Liquidités	18'753	221'811	Fonds étrangers
Créances	384'427	68'212	C/c, actionnaire B
C/c, actionnaire A	59'652		
Stocks	35'000	100'000	Capital-actions
Autres actifs circulants	12'723	20'000	Réserve générale
Actifs immobilisés	112'000	212'532	Bénéfice au bilan
Total du bilan	622'555	6522'555	

Le Directeur souhaiterait d'ici fin septembre 2011 procéder à une distribution de dividende de CHF 120'000.

- a) Veuillez lui indiquer si c'est possible, motivez votre réponse (1 point)

C'est possible, oui (0,5 point)

Il ne s'agit pas d'un dividende sur le bénéfice de l'exercice en cours, mais d'une distribution ultérieure du bénéfice au bilan survenant après l'Assemblée générale (0,5 point)

- b) En admettant que la distribution d'un dividende d'ici fin septembre 2011 soit admissible, veuillez préciser au Directeur la marche à suivre pour une telle opération (3 points)

Tenue d'une Assemblée générale extraordinaire décidant le dividende (1 point)

Etablissement d'une attestation de l'organe de révision relative à la distribution du dividende (1 point)

Etablissement de la Form. 102 pour le paiement de l'impôt anticipé (1 point)

- c) Veuillez lui transmettre les écritures qui seraient à comptabiliser si cette opération est réalisable (3 points)

		CHF	
<i>Bénéfice au bilan</i>	<i>Dividende à distribuer</i>	<i>120'000</i>	
<i>Bénéfice au bilan</i>	<i>Réserve générale</i>	<i>11'500</i>	<i>(1 point)</i>
<i>Dividende à distribuer</i>	<i>Impôt anticipé dû</i>	<i>42'000</i>	<i>(1 point)</i>
<i>Dividende à distribuer</i>	<i>C/c actionnaire A</i>	<i>39'000</i>	<i>(0.5 point)</i>
<i>Dividende à distribuer</i>	<i>C/c actionnaire B</i>	<i>39'000</i>	<i>(0.5 point)</i>

0,5 point pour le montant et 0,5 point pour l'écriture

Branche 801 Droit

Proposition de solution Problème 1

Motivez votre réponse et indiquez un article de loi seulement si cela vous est expressément demandé. **Lorsque vous devez indiquer un article de loi, la citation doit être la plus précise possible, p. ex. art. 24, al. 1, ch. 2 CO (pour l'erreur concernant le motif) et non simplement art. 24 CO. Toute citation imprécise ou incomplète entraîne la déduction ou la non attribution de points.** Seules doivent être employées les abréviations officielles des lois (CO, CC, etc.). Lorsque la réponse doit contenir un ou plusieurs articles de loi, la question est posée au pluriel (p. ex. «Indiquez les dispositions légales déterminantes»), même si une seule disposition est pertinente le cas échéant. Pour une question exigeant expressément plusieurs réponses, toute réponse erronée peut entraîner la déduction de points. **S'il vous est demandé de justifier votre réponse, seules les réponses motivées seront évaluées. BONNE CHANCE!**

Droit

Question 1

(7.5 points, 0.5 point par sous-question)

Parmi les affirmations suivantes, lesquelles sont correctes, lesquelles fausses?

	Affirmation	Vrai	Faux
a)	Dans le cadre d'un contrat de travail, l'interdiction de concurrence n'est valable que si elle a été convenue par écrit.	X	<input type="checkbox"/>
b)	Le bailleur d'un appartement en location peut à tout moment – donc sans notification préalable – entrer dans l'appartement en présence du locataire.	<input type="checkbox"/>	X
c)	La résiliation d'un contrat de travail n'est valable que si elle est justifiée.	<input type="checkbox"/>	X
d)	Les véhicules d'occasion constituent toujours des corps certains.	X	<input type="checkbox"/>
e)	Les termes d'«usufruit» et de «droit d'habitation» sont synonymes.	<input type="checkbox"/>	X
f)	Le CC connaît trois types de testament: le testament olographe, l'acte public et le testament oral (testament d'urgence).	X	<input type="checkbox"/>
g)	Les personnes morales peuvent détenir des participations auprès d'autres personnes morales.	X	<input type="checkbox"/>
h)	Si une créance prescrite est acquittée par erreur, il est possible d'exiger le remboursement de la somme versée conformément aux règles relatives à l'enrichissement illégitime.	<input type="checkbox"/>	X
i)	Un contrat peut être révoqué dans les sept jours à compter de sa conclusion dans la mesure où il n'a pas encore été exécuté.	<input type="checkbox"/>	X
k)	A la différence d'une SA, une S.à r.l. ne peut pas être fondée avec des apports en nature.	<input type="checkbox"/>	X
l)	Dans le cas de la propriété par étage, les règles de la copropriété s'appliquent subsidiairement.	X	<input type="checkbox"/>

	Affirmation	Vrai	Faux
m)	La naissance d'une obligation peut être causée uniquement par un contrat, un acte illicite ou un enrichissement illégitime.	X	<input type="checkbox"/>
n)	La réserve héréditaire de l'éventuelle concubine du défunt est protégée si le concubinage a manifestement duré au moins cinq ans avant le décès.	<input type="checkbox"/>	X
o)	Lorsqu'un héritier légal veut répudier la succession, il doit faire la déclaration correspondante dans les six mois suivant le décès du défunt.	<input type="checkbox"/>	X
p)	Est majeure toute personne ayant atteint l'âge de 18 ans révolus.	X	<input type="checkbox"/>

Question 2**(4.5 points)**

Lors d'une de leur soirée entre filles, Amanda raconte à ses deux amies, Barbara et Chanel, qu'elle a trouvé la voiture de ses rêves chez un vendeur d'occasions: un cabriolet BMW rouge n'affichant que 40 000 km au compteur. Elle a conclu un contrat avec le concessionnaire pour l'achat de ce véhicule au prix de CHF 27 500 et a déjà procédé au virement de la somme. Le contrat spécifie aussi expressément qu'il s'agit d'un véhicule non accidenté. La voiture doit lui être remise dans deux semaines. Si Barbara et Chanel se réjouissent avec Amanda qu'elle ait trouvé la voiture de ses rêves, elles lui posent cependant aussi quelques questions pertinentes. Les remarques de ses amies font un peu douter Amanda, qui s'adresse à vous le lendemain avec les questions suivantes. Répondez à chaque sous-question indépendamment des autres sous-questions.

- a) Le concessionnaire serait-il passible de poursuites s'il vendait et remettait le véhicule à une autre personne, dans la mesure où Amanda s'est déjà acquittée du prix d'achat? Motivez votre réponse.

*Le concessionnaire automobile a conclu un contrat de vente avec Amanda. Il ne s'agit donc que d'un acte générateur d'obligation et le véhicule est toujours sa propriété. En conséquence, le vendeur ne serait **pas punissable**. Le problème du vendeur serait uniquement de nature contractuelle puisqu'il ne pourrait plus honorer le contrat de vente passé avec Amanda (à moins qu'il ne rachète le véhicule dont il vient de transmettre la propriété).*

=> 0.75 point par réponse correcte avec argumentation

Remarques pour les correcteurs:

D'autres arguments quant à l'absence d'acte punissable de la part du vendeur sont également possibles. Aucune indication d'article de loi n'est demandée.

- b) Imaginons que le concessionnaire automobile ait vendu et remis le véhicule à une tierce personne après avoir reçu l'argent d'Amanda: Amanda pourrait-elle réclamer le véhicule à cette personne en mettant en avant le contrat de vente écrit conclu précédemment? Motivez votre réponse.

Le concessionnaire automobile a conclu un contrat de vente avec Amanda. Il ne s'agit donc que d'un acte générateur d'obligation et le véhicule est toujours sa propriété. Du fait du contrat et de la remise du véhicule, la propriété a été transférée à la tierce personne (art. 714 CC). En conséquence, celle-ci est le propriétaire légitime du véhicule et Amanda ne peut pas le lui réclamer.

=> 0.75 point par réponse correcte avec argumentation

Remarques pour les correcteurs:

D'autres arguments peuvent être mis en avant afin d'expliquer pourquoi Amanda ne peut pas réclamer le véhicule. Aucune indication d'article de loi n'est demandée.

- c) Imaginons que, quatre jours après avoir réceptionné le paiement d'Amanda, le concessionnaire soit déclaré en faillite: quelles seraient les conséquences pour Amanda au regard de la somme versée et du véhicule? En d'autres termes: quelles sont d'après vous les chances d'Amanda de récupérer son argent ou d'obtenir le véhicule? Veuillez motiver votre réponse en détail sur ces deux points (somme versée et véhicule).

Véhicule

Le véhicule est toujours la propriété du concessionnaire car ce dernier ne l'a pas encore remis à Amanda. En conséquence, le véhicule relève de la masse en faillite. Amanda ne pourra donc pas obtenir le véhicule, à moins qu'elle ne l'achète une seconde fois (cette fois-ci à partir de la masse en faillite).

Somme versée

En ce qui concerne l'argent déjà versé, la situation est similaire. Comme l'argent a été transféré, le concessionnaire automobile en est devenu le propriétaire. La seule chose qu'Amanda peut entreprendre, c'est une demande de restitution (transformation du droit au transfert de propriété). Dans pareil cas, Amanda élèverait une créance à l'encontre du concessionnaire. Comme il s'agit d'une créance de troisième classe, elle risque de ne récupérer qu'une partie de son argent (dans le meilleur des cas) à l'issue de la procédure de faillite.

=> 0.75 point par réponse correcte avec argumentation; maximum 1.5 point au total

Remarques pour les correcteurs:

Il s'agit de s'assurer que les candidats ont bien compris la problématique. Toutefois, il faut que les motifs avancés soient raisonnables pour donner droit à des points. Les candidats ne doivent pas impérativement indiquer qu'il s'agit d'une créance de troisième classe. Aucune indication d'article de loi n'est demandée.

- d) Imaginons qu'après avoir réceptionné le véhicule, Amanda le fait examiner par un bureau indépendant. Il ressort de cette expertise que le véhicule a été accidenté – contrairement à ce qui figure dans le contrat de vente. En vertu du droit privé, de quels moyens d'action dispose Amanda? Motivez votre réponse et indiquez les articles de loi pertinents.

Au regard du droit civil (et la question ne porte que là-dessus), il y a tromperie intentionnelle, c'est-à-dire dol. En conséquence, Amanda peut dénoncer le contrat en vertu de l'art. 28 CO (en relation avec l'art. 31 CO). Elle peut donc demander le remboursement de l'argent versé (après déduction d'un loyer «fictif», intérêts en sus) et rendre le véhicule. Elle peut aussi conserver le véhicule et demander des dommages-intérêts au titre de la moins-value (art. 31, al. 3 CO).

=> 1.5 point par réponse correcte avec argumentation

Remarques pour les correcteurs:

La solution doit au minimum mentionner l'art. 28 CO (dol intentionnel). Il n'est pas nécessaire que l'argumentation soit aussi détaillée que celle susmentionnée.

Question 3

(3 points)

Le législateur a régi la compensation aux art. 120 à 126 CO. Répondez aux questions suivantes sur la compensation.

- a) Quelles sont les quatre conditions qui doivent être remplies d'après l'art. 120 CO pour qu'une compensation soit possible?

1. Réciprocité des créances ou des dettes (la personne A a une créance et une dette envers la personne B et inversement).
2. L'objet des créances ou des dettes doit être de même espèce (il doit s'agir de choses de genre, c'est-à-dire en général d'argent).
3. Les deux dettes sont exigibles. En d'autres termes, il ne peut y avoir compensation que si les deux créanciers peuvent aussi déjà réclamer les prestations.
4. Lorsque les conditions des points 1 à 3 sont remplies, la créance à compenser ne devrait pas déjà être prescrite.

=> 0.5 point par condition correcte; maximum 2 points au total

Remarques pour les correcteurs:

D'autres conditions peuvent également être considérées comme correctes. Il ne faut notamment pas exiger des candidats qu'ils fournissent une argumentation très détaillée. La question porte uniquement sur l'indication des conditions.

- b) Vous élevez une demande de dommages-intérêts à l'encontre de votre commune. Si celle-ci n'est pas contestée dans son principe, il y a en revanche désaccord sur le montant de la créance. Pouvez-vous défalquer de vos impôts communaux le montant de la créance que vous réclamez? Motivez votre réponse en précisant les articles de loi pertinents.

Non. En vertu de l'art. 125, al. 3 CO, il ne peut y avoir compensation (contre la volonté de la commune) si ce qui reste dû dérive du droit public. D'une manière générale, les impôts relèvent du droit public et une compensation est donc exclue.

[Réponse également correcte: oui, avec le consentement de la commune]

=> 1 point par réponse correcte avec indication de l'article de loi correspondant

Question 4

(6 points)

Joseph et Maria sont mariés depuis 25 ans (1986) et ont deux enfants, Thomas (né en 1987) et Verena (née en 1990). Lorsqu'il s'est marié, Joseph possédait une maison individuelle libre de tout engagement (valeur de l'époque CHF 500 000) et un compte épargne (solde de l'époque CHF 20 000). Maria ne possédait alors rien, mais a reçu juste après son mariage une avance d'hoirie d'un montant de CHF 200 000. Cet argent a été employé en 1986 pour la rénovation de la maison individuelle. Joseph est décédé hier. Il n'y a ni testament ni contrat de mariage. Les conjoints étaient mariés sous le régime matrimonial ordinaire. La situation économique se présente comme suit au moment du décès:

- La valeur vénale de la maison individuelle apportée dans le mariage s'élève à CHF 1.4 million.
 - Pendant les années du mariage, Joseph n'a pas touché à son compte épargne; le solde s'élève à CHF 30 000 (soit CHF 10 000 d'intérêts).
 - Le compte salaire de Joseph (composé d'économies) affiche un solde de CHF 800 000.
 - Les autres valeurs patrimoniales acquises avec le revenu pendant le mariage (véhicules, meubles, tableaux, etc.) représentent une valeur totale de CHF 200 000 et sont toutes au nom de Maria.
- a) Pour commencer, classez les différentes valeurs patrimoniales en fonction des masses de biens.

Valeur patrimoniale	Biens propres Maria	Acquêts Maria	Acquêts Joseph	Biens propres Joseph
Maison individuelle	(év. 400 000)			1 400 000 (év. 1 000 000)
Compte épargne			10 000 (!)	20 000
Compte salaire			800 000	
Autres valeurs patrimoniales		200 000		

=> 0.25 point par bonne réponse; revenu du compte épargne comme acquêts 0.5 point; maximum 1.5 point au total

Remarques pour les correcteurs:

Le compte épargne apporté dans le mariage constitue un bien propre. En revanche, les intérêts (CHF 10 000) relèvent des acquêts car il s'agit de revenus issus de biens propres (art. 197, al. 2, ch. 4 CC). Concernant la maison individuelle, les deux réponses possibles donnent droit à des points.

- b) Procédez maintenant à la liquidation du régime matrimonial et déterminez la part revenant à Maria et la part de Joseph (masse successorale). Expliquez de manière compréhensible comment vous avez élaboré la solution.

Chacun des époux reçoit la moitié des acquêts, soit CHF 505 000. La maison individuelle appartient à Joseph. Comme elle a été rénovée avec les biens propres de Maria, cette dernière dispose d'une créance sur les biens propres de Joseph du fait de sa contribution (art. 206, al. 1 CC). La maison, dont la valeur s'élevait à CHF 500 000, a été rénovée avec les biens propres de Maria qui se montaient à CHF 200 000. Après les travaux, la valeur de la maison était donc de CHF 700 000. Sa créance découlant de ses biens propres correspond donc à 2/7e de la valeur actuelle, soit CHF 400 000.

Maria dispose donc de CHF 400 000 de biens propres et de CHF 505 000 d'acquêts.

Joseph a une masse successorale de CHF 505 000 (acquêts) et CHF 1 020 000 (biens propres), soit CHF 1 525 000 au total.

=> 0.5 point par réponse «Répartition des acquêts» correcte

=> 1.0 point pour la créance découlant des biens propres de Maria (art. 206, al. 1 CC)

=> maximum 1.5 point au total

Remarques pour les correcteurs:

En cas d'erreurs consécutives, ne pas déduire de points supplémentaires. Aucune indication d'article de loi n'est demandée.

- c) Au regard du droit successoral, déterminez qui reçoit combien dans le cadre de la succession de Joseph. Indiquez les parts successorales en fraction, inutile de préciser les montants. Tenez compte du fait que les parents du défunt (Franziska et Rainer) sont encore en vie.

Maria touche la moitié de la succession en sa qualité d'épouse et les deux enfants l'autre moitié, ce qui fait $\frac{1}{2}$ pour Maria et respectivement $\frac{1}{4}$ pour Thomas et Verena.

=> 0.5 point par réponse «Part de l'épouse» correcte

=> 0.5 point par réponse «Part des enfants» correcte

=> maximum 1 point au total

- d) De son vivant, quelle mesure aurait pu prendre Joseph pour que son épouse soit davantage privilégiée, sans en informer ses enfants? Dans votre réponse, tenez compte de l'aspect relevant du régime matrimonial et de celui relevant de la succession. Motivez vos réponses.

Régime matrimonial

Joseph et Maria auraient dû conclure un contrat de mariage et attribuer l'intégralité du bénéfice (part des acquêts) au conjoint survivant (art. 216, al. 1 CC).

Droit successoral

Dans son testament, Joseph aurait pu limiter la part des enfants à la réserve héréditaire. Il n'y a manifestement pas de motif d'exhérédation.

=> 1 point par réponse «Droit matrimonial» correcte

=> 1 point par réponse «Droit successoral» correcte

=> maximum 2 points au total

Remarques pour les correcteurs:

Les candidats doivent uniquement indiquer leur argumentation, pas des articles de loi. D'autres réponses peuvent aussi être considérées comme (partiellement) correctes.

Question 5

(2 points)

Ivo habite depuis 10 ans un bel appartement dans un bâtiment ancien au centre de Lugano. La dernière grande rénovation, au cours de laquelle la cuisine a été entièrement refaite (placards et appareils électroménagers), remonte déjà à 18 ans. Ivo adore cuisiner et invite souvent des amis et des connaissances. Récemment, des invités d'Ivo ont été très impressionnés à la fois par son appartement et par ses talents de cuisinier. D'autant plus lorsqu'ils ont vu que la cuisine était simplement équipée d'une vieille cuisinière – mais en bon état de fonctionnement – avec quatre plaques de cuisson et d'un four électrique classique. L'un des invités suggère alors à Ivo de demander au propriétaire d'installer des appareils modernes, avec cuisinière à induction et four à chaleur tournante (et éventuellement à vapeur), la durée de vie de l'ancienne cuisinière étant depuis longtemps dépassée. Ivo se renseigne sur Internet et constate que la durée de vie d'une cuisinière avec four est de 15 ans (indication sur les sites de l'association des propriétaires fonciers et de l'association des locataires).

Il prend contact avec vous pour savoir si, étant donné que la durée de vie de la cuisinière est dépassée, le propriétaire peut être obligé de la remplacer (peu importe si surface de cuisson avec plaques, vitrocéramique ou à induction). Répondez à la question d'Ivo en motivant votre réponse.

Le bailleur est tenu de délivrer la chose dans un état approprié pour lequel elle a été louée, et de l'entretenir en cet état (à l'exception des petits travaux d'entretien). C'est ce qui est régi à l'art. 256, al. 1 CO. Même si la durée de vie de la cuisinière est dépassée, le locataire ne peut pas exiger son remplacement tant qu'elle fonctionne encore. Les tableaux des durées de vie jouent surtout un rôle pour déterminer dans quelle mesure le locataire doit participer aux coûts en cas d'usure excessive (ou de détérioration). Dans le cas présent, Ivo ne peut donc pas obliger son propriétaire à remplacer sa cuisinière par un modèle récent.

=> 2 points pour réponse correcte avec argumentation; aucun point sans argumentation (si réponse juste «oui» ou «non»)

Remarques pour les correcteurs:

Les candidats doivent uniquement indiquer leur argumentation, pas des articles de loi. D'autres réponses peuvent aussi être considérées comme (partiellement) correctes.

Question 6

(4 points)

Lorsqu'un commandement de payer est envoyé dans le cadre d'une procédure de poursuite, le destinataire de ce commandement dispose d'un certain délai pour former opposition.

- a) Quel est le délai imparti pour former opposition? Citez l'article de loi pertinent.

Le délai est de 10 jours (à compter de la notification), tel que stipulé à l'art. 74, al. 1 LP.

=> 0.5 point pour l'indication du bon délai

=> 0.5 point pour l'indication du bon article

- b) Si le destinataire du commandement de payer a formé opposition dans les délais légaux, celui qui a introduit les poursuites dispose de trois possibilités pour annuler l'opposition. Quelles sont ces trois possibilités permettant d'annuler une opposition et quelles sont les conditions pour chacune d'elles? Citez un exemple pour chacune de ces trois possibilités et indiquez les articles de loi correspondants.

- 1. Annulation de l'opposition par la mainlevée définitive. Cela requiert un jugement exécutoire (ou un document équivalent). Exemple: je dispose d'un jugement de divorce qui régit également l'entretien de l'époux divorcé. Si des poursuites sont introduites pour défaut de paiement de la pension alimentaire, une opposition éventuelle peut être annulée par le jugement. Voir l'art. 80 LP.*
- 2. Annulation de l'opposition par la mainlevée provisoire. Pour cela, la créance doit reposer sur une reconnaissance de dette constatée par acte authentique ou sous seing privé. Exemple: j'ai un acte de vente écrit et peux, grâce au bulletin de livraison signé, prouver que j'ai rempli mes obligations. En d'autres termes, l'argent (le prix d'achat) est alors dû sans équivoque. Voir l'art. 82 LP.*
- 3. Annulation de l'opposition par la voie de la procédure civile (ou administrative). Cette option est la seule possible si je ne dispose ni d'un titre de mainlevée provisoire, ni d'un titre de mainlevée définitive. Exemple: j'ai prêté de l'argent à quelqu'un et nous n'avons pas signé de contrat écrit. Voir l'art. 79 LP.*

=> 0.5 point par bonne solution

=> 0.5 point par article correct

=> maximum 3 points au total

Remarques pour les correcteurs:

Les candidats n'ont pas besoin de détailler leurs exemples. Il s'agit de s'assurer qu'ils ont bien compris la différence.

Question 7

(2 points)

Spécialisée dans la construction en bois, l'entreprise «Meyer SA» est l'un de vos clients. Elle connaît actuellement des difficultés financières, d'une part en raison d'une baisse de son activité, d'autre part à cause de quelques arriérés de paiement importants de la part de ses clients. Jusqu'ici, la plupart des créances ont été honorées au plus tard après la réception du commandement de payer. Aujourd'hui, il ne lui reste cependant plus que CHF 10 000 et un ancien fournisseur tout comme l'administration fiscale cantonale ont introduit des poursuites et réussi à annuler son opposition. Pour gagner du temps, une opposition a été formée dans les deux procédures de poursuites, même si les créances (les deux env. CHF 9000) étaient en fait incontestées. L'ancien fournisseur et l'administration fiscale cantonale menacent maintenant de requérir la continuation des poursuites.

Le gérant de la société «Meyer SA» vient vous demander conseil. Quelle facture lui conseillez-vous d'acquitter et pour quelle raison? Motivez votre réponse.

Il faut lui conseiller de régler le fournisseur. Si le fournisseur continue les poursuites, cela constitue le premier pas vers la faillite de la société «Meyer SA». En revanche, les dettes fiscales peuvent toujours être réglées par poursuite par voie de saisie. En l'absence de valeurs patrimoniales suffisantes pouvant faire l'objet d'une saisie, un acte de défaut de biens sera établi, mais il n'y aura pas d'ouverture de faillite. Telles sont les dispositions de l'art. 43 LP.

=> 2 points pour une réponse correcte avec argumentation

Remarques pour les correcteurs:

Les candidats doivent uniquement indiquer leur argumentation, pas des articles de loi. D'autres réponses peuvent aussi être considérées comme (partiellement) correctes.

Question 8**(2 points)**

Les juristes font la distinction entre les droits absolus et les droits relatifs. Décrivez ces deux types de droits et expliquez leur différence à l'aide d'un exemple.

Droits relatifs

Les droits relatifs (droits personnels, obligatoires, créances) se limitent à une certaine relation bi-partite. Ils s'exercent uniquement à l'encontre du débiteur. Ils portent sur une prestation: un acte, une tolérance ou une omission.

Droits absolus

Les droits absolus, à l'inverse, s'exercent à l'encontre de tout un chacun. C'est-à-dire que chacun doit cesser un certain comportement ou tolérer le comportement d'un ayant droit. Relèvent des droits absolus les droits réels, les droits de la personnalité et les droits de la propriété immatérielle (p. ex. propriété intellectuelle).

Exemple

Une créance en paiement du prix de vente constitue un droit relatif (ne s'applique qu'à l'encontre de l'acheteur). L'interdiction de pénétrer sur mon terrain (abstention d'un acte) vaut pour tout le monde.

=> 1 point par définition (exemple inclus)

=> maximum 2 points au total

Remarques pour les correcteurs:

L'exemple sert uniquement de s'assurer que les candidats ont bien compris la problématique.

Question 9

(4.5 points)

Michelle, Luigi et Christoph sont les propriétaires par étage d'une maison multifamiliale de trois étages construite en 2000 à Lausanne. Michelle en détient 300/1000, Luigi 250/1000 et Christoph 450/1000. Lors de la dernière assemblée générale de copropriété, Michelle a émis l'idée de rénover le bâtiment pour le rendre plus esthétique. Elle a également suggéré l'installation d'un ascenseur. Elle a fait inscrire les différents points à l'ordre du jour de la prochaine assemblée et recueille entre-temps des devis pour les différents travaux de rénovation et d'extension.

Luigi est retraité et était auparavant directeur d'une agence bancaire. Sa situation financière est très bonne et il est plutôt d'accord avec toutes les propositions. Christoph par contre n'a ni l'envie, ni les moyens financiers de participer à d'éventuels travaux de rénovation et d'extension. Il n'existe aucun fonds de rénovation. La convocation de l'assemblée des copropriétaires suivante est réalisée dans les délais et dans les formes. Lors de l'assemblée, Michelle et Luigi valident le remplacement de la moquette dans la cage d'escalier (coûts CHF 15 000), l'assainissement des fenêtres de toit plus très étanches dans l'appartement sous les combles de Luigi (coûts CHF 10 000) et l'installation d'un ascenseur (coûts CHF 80 000). Christoph a rejeté les trois propositions.

Christoph vient vous demander conseil. **Répondez aux différentes questions en motivant votre réponse de manière détaillée. Pour les questions a) et c), indiquez également les articles de loi pertinents.**

Remarques pour les correcteurs concernant les questions a) et c):

En ce qui concerne les mesures de construction, ce sont les règles de la copropriété qui s'appliquent dans le cas de la propriété par étage (art. 647 ss. CC, en particulier art. 647c – 647e CC). On distingue les mesures nécessaires, les mesures utiles et les mesures relevant du luxe. Selon le type de mesure considérée, la majorité nécessaire pour l'adoption de la mesure est différente. La répartition doit être effectuée en fonction des circonstances concrètes.

*Sont **nécessaires** les travaux d'entretien, de réparation et de réfection uniquement si, sans ces derniers, la chose ne pourrait plus être utilisée ou seulement de manière limitée. Sont **utiles** les mesures qui se traduisent par l'augmentation de la valeur de la chose ou l'amélioration de son rendement ou de son utilité. Ces mesures sont décidées à la majorité qualifiée des propriétaires (majorité des personnes représentant en outre la majorité des parts). Sont **luxueuses** les mesures destinées exclusivement à l'embellissement de la chose ou à en rendre l'usage plus aisé; elles peuvent entraîner une plus-value, mais ce n'est pas indispensable. De par la loi, les mesures luxueuses doivent être votées à l'unanimité des copropriétaires.*

- a) «Si je m'oppose au remplacement de la moquette usagée dans l'escalier des parties communes, ai-je des chances d'obtenir gain de cause?»

Dans le cas présent, il s'agit du remplacement de la moquette usagée. Cette mesure n'est certes pas nécessaire car la moquette usagée ne gêne pas l'utilisation de l'escalier. Mais il ne s'agit de toute évidence pas non plus d'une mesure luxueuse. Il s'agit bien d'une mesure utile au sens de l'art. 647d, al. 1 CC, qui doit être prise par la majorité des propriétaires dont les parts réunies représentent également plus de la moitié de la chose. Dans le cas présent, deux copropriétaires sur trois ont voté le remplacement de la moquette. Ces deux copropriétaires représentent plus de la moitié de la chose (550/1000). Il n'y a pas d'exception au sens de l'art. 647d, al. 2 et 3 CC. En conséquence, Christoph ne peut pas s'opposer au remplacement de la moquette.

=> 1.5 point pour toute bonne réponse motivée avec indication de l'article de loi correspondant (1 point pour la bonne réponse avec argumentation, 0.5 point pour l'indication du bon article de loi)

Remarques pour les correcteurs:

Les candidats n'ont pas besoin de fournir une réponse motivée dans ses moindres détails. Les explications détaillées dans la proposition de solution doivent juste permettre aux correcteurs de bien la comprendre.

- b) «L'appartement du dernier étage appartient à Luigi, il devrait donc assumer lui-même les coûts de remplacement de ses fenêtres de toit.»

Non. Le principe est le suivant: l'assainissement et la réparation des parties communes du bâtiment en copropriété relèvent de la communauté des propriétaires par étage. En font partie les éléments de construction importants pour le bâtiment et sa solidité – comme la façade ou le toit. Le toit est une composante essentielle du bâtiment et relève donc obligatoirement de ladite «propriété commune». C'est la raison pour laquelle les réparations du toit ne sont pas du ressort du propriétaire de l'appartement sous les combles, mais de la copropriété.

En conséquence, Christoph et Michelle doivent participer financièrement au remplacement des fenêtres de toit, puisque celles-ci font partie intégrante du toit et donc de l'enveloppe du bâtiment («propriété commune»).

=> 1.5 point pour une réponse correcte avec argumentation

Remarques pour les correcteurs:

Les candidats n'ont pas besoin d'indiquer les articles de loi.

- c) «Puis-je m'opposer à l'installation d'un ascenseur ou au moins ne pas devoir y contribuer financièrement?»

Dans le cas présent, il s'agit de l'installation d'un ascenseur. La délimitation entre mesure utile (art. 647d CC) et mesure luxueuse (art. 647e CC) peut être délicate parce que les mesures d'embellissement se traduisent souvent par une augmentation de la valeur et du rendement des bâtiments. Il semblerait que les conditions d'une mesure utile soient donc remplies. Généralement, la distinction s'opère à l'aide du critère de la proportionnalité entre les investissements effectués et l'amélioration objective. Si les coûts entraînés par la mesure de construction sont élevés par rapport à l'amélioration atteinte, il s'agit plutôt d'une mesure luxueuse.

Dans le cas présent, les deux réponses sont correctes et l'on peut considérer qu'il s'agit soit d'une mesure utile, soit d'une mesure luxueuse.

Mesure de construction utile:

Christoph ne peut pas empêcher l'installation de l'ascenseur si les autres copropriétaires assument une partie de sa participation aux coûts (la majorité qualifiée selon l'art. 647d al. 1 CC est donnée). En revanche, en invoquant l'art. 647d, al. 3 CC, il peut veiller à ce que sa participation aux coûts soit restreinte au montant pouvant raisonnablement lui être demandé.

Mesure de construction luxueuse:

Christoph ne peut pas empêcher l'installation de l'ascenseur si les autres copropriétaires assument l'intégralité des coûts. En d'autres termes, si l'ascenseur est installé, Michelle et Luigi doivent en assumer tous les frais (art. 647e, al. 2 CC). Si Luigi et Michelle n'assument pas tous les frais, l'ascenseur ne peut pas être installé, car il n'y a pas de consentement unanime (art. 647e, al. 1 CC).

=> 1.5 point pour toute bonne réponse motivée avec indication de l'article de loi correspondant (1 point pour la bonne réponse avec argumentation, 0.5 point pour l'indication du bon article de loi)

Remarques pour les correcteurs:

Les deux variantes sont correctes. D'autres réponses peuvent aussi être considérées comme (partiellement) correctes. Les candidats n'ont pas besoin de fournir une réponse motivée dans ses moindres détails. Les explications détaillées dans la proposition de solution doivent juste permettre aux correcteurs de bien la comprendre.

Question 10

(2 points)

Frank Meyer et Horst Mellenhof souhaitent créer une entreprise et se sont déjà renseignés sur Internet sur les différentes formes d'entreprises possibles. La raison individuelle n'entre pas en ligne de compte car ils souhaitent tous deux détenir des participations. S'il est facile de créer une société en nom collectif, cette forme de société comporte néanmoins l'inconvénient non négligeable de la responsabilité solidaire et de la responsabilité personnelle solidaire. Pour ne pas courir de trop grands risques, les deux amis souhaitent fonder une société anonyme. Sur Internet, ils ont trouvé l'énumération des différentes étapes nécessaires à la création d'une SA.

Indiquez à Frank et Horst au moins quatre des étapes nécessaires à la création d'une SA.

- *Budgéter les frais de fondation*
- *Définir le nom de la société et vérifier sa disponibilité auprès du registre du commerce*
- *S'inscrire au registre du commerce*
- *Déterminer le montant du capital-actions, le fractionnement des actions, la libération (versement)*
- *Définir les organes de la société: conseil d'administration, organe de révision, personnes disposant du pouvoir de signature*
- *Choisir la banque pour le compte bloqué du capital-actions, ouvrir un compte*
- *Elaborer les actes de fondation, les statuts, etc.*
- *Soumettre les actes de fondation au notaire et au registre du commerce pour contrôle, voire correction*
- *Demander la déclaration d'acceptation à l'organe de révision*
- *Organiser l'assemblée constitutive*
- *Libérer le montant versé en actions auprès de la banque (présenter l'extrait du registre du commerce)*
- *Etablir les certificats d'actions, ouvrir le registre des actions*
- *Si du personnel est employé: s'inscrire auprès de la caisse de compensation AVS et souscrire les assurances LPP et LAA obligatoires*
- *Demander le numéro de TVA à l'administration fiscale fédérale*

=> 0.5 point par étape correcte

=> maximum 2 points au total

Remarques pour les correcteurs:

Montrez-vous généreux.

Question 11

(4 points)

Expliquez les cinq termes suivants se rapportant à la fin d'un rapport de travail et illustrez chacun à l'aide d'un exemple.

a) Résiliation immédiate

Une résiliation immédiate provoque la dissolution immédiate des rapports de travail. En d'autres termes, le contrat prend fin de manière abrupte. Si la résiliation immédiate est justifiée, la partie qui se voit ainsi signifier le congé ne peut élever aucune prétention à la suite de cette résiliation. Par contre, l'autre partie peut être amenée à élever d'autres prétentions dans le cadre de cette résiliation justifiée. Pour que le licenciement immédiat soit légal, il faut un juste motif. Il y a juste motif lorsqu'une résiliation ordinaire (avec respect du préavis) ne peut être raisonnablement exigée de la partie qui donne le congé. Voir les articles 337 ss CO à ce sujet.

Exemple:

L'employé d'une banque détourne une quantité importante d'avoirs des clients. La banque dispose donc d'un juste motif pour dénoncer avec effet immédiat le contrat qui la lie à l'employé.

=> 0.75 point pour une explication correcte du terme et un exemple pertinent

Remarques pour les correcteurs:

Le candidat est uniquement censé expliquer le terme, mais pas tenu d'indiquer des articles de loi. L'explication n'a pas besoin d'être détaillée. Il s'agit uniquement de vérifier si les candidats comprennent le concept et savent le délimiter. L'indication d'un exemple permet simplement de vérifier que les candidats sont capables d'illustrer le concept à l'aide d'un exemple.

b) Mise en disponibilité

Le rapport de travail prend fin lors de la résiliation ordinaire, mais l'employeur renonce au travail de l'employé pour la période du préavis (ou pour une partie de cette durée). En d'autres termes, la mise en disponibilité consiste en une renonciation de l'employeur au travail de l'employé. En revanche, l'employeur doit continuer de verser le salaire dans son intégralité et le contrat n'expire qu'à la fin du préavis. L'employé est donc toujours tenu à son obligation de fidélité. La mise en disponibilité n'est pas expressément régie dans le CO.

Exemple:

Chargé de la clientèle fortunée, un employé d'un établissement bancaire démissionne pour fin janvier 2012. Pour que l'employé n'ait plus de contact avec les clients et ne puisse pas les inciter à le suivre auprès de son nouvel employeur, la banque le met en disponibilité.

=> 0.75 point pour une explication correcte du terme et un exemple pertinent

Remarques pour les correcteurs:

Le candidat est uniquement censé expliquer le terme, mais pas tenu d'indiquer des articles de loi. L'explication n'a pas besoin d'être détaillée. Il s'agit uniquement de vérifier si les candidats comprennent le concept et savent le délimiter. L'indication d'un exemple permet simplement de vérifier que les candidats sont capables d'illustrer le concept à l'aide d'un exemple.

c) Résiliation ordinaire

Le contrat de travail est résilié normalement, cela implique que les deux parties doivent assumer leurs obligations de prestations jusqu'à la fin du préavis (prestations principales et prestations annexes; salaire, travail, devoir de fidélité, protection de l'employé, obligation de suivre les instructions, etc.). Voir les articles 335 à 335c CO à ce sujet.

Exemple:

Un salarié donne sa démission dans les délais pour quitter l'entreprise fin janvier 2012 et commencer chez son nouvel employeur le 1^{er} février 2012. Il travaille jusqu'à fin janvier chez son ancien employeur et perçoit le salaire correspondant jusqu'à cette date.

=> 0.75 point pour une explication correcte du terme et un exemple pertinent

Remarques pour les correcteurs:

Le candidat est uniquement censé expliquer le terme, mais pas tenu d'indiquer des articles de loi. L'explication n'a pas besoin d'être détaillée. Il s'agit uniquement de vérifier si les candidats comprennent le concept et savent le délimiter. L'indication d'un exemple permet simplement de vérifier que les candidats sont capables d'illustrer le concept à l'aide d'un exemple.

d) Résiliation abusive

Le motif de la résiliation (ordinaire) est abusif. La résiliation tant de l'employeur que de l'employé peut être abusive. Les raisons sont mentionnées à l'art. 336 CO. Pendant le préavis, la partie «lésée» peut s'opposer au congé et, le cas échéant, réclamer des dommages-intérêts en avançant le caractère abusif de la résiliation. Voir les articles 336 à 336b CO à ce sujet.

Exemple:

Un employeur renvoie un employé parce que ce dernier a rejoint un syndicat.

=> 0.75 point pour une explication correcte du terme et un exemple pertinent

Remarques pour les correcteurs:

Le candidat est uniquement censé expliquer le terme, mais pas tenu d'indiquer des articles de loi. L'explication n'a pas besoin d'être détaillée. Il s'agit uniquement de vérifier si les candidats comprennent le concept et savent le délimiter. L'indication d'un exemple permet simplement de vérifier que les candidats sont capables d'illustrer le concept à l'aide d'un exemple.

e) Résiliation en temps inopportun

La résiliation est prononcée pendant une période où cela est interdit par la loi. Les périodes sont précisées à l'art. 336c, al. 1 CO et à l'art. 336d CO. L'employeur tout comme l'employé sont tenus de respecter certaines périodes où aucune résiliation ne peut être prononcée. Toute résiliation prononcée pendant l'une de ces périodes est nulle, c'est-à-dire qu'elle n'exerce absolument aucun effet. Le contrat de travail demeure valable et la partie ayant prononcé la résiliation doit refaire sa déclaration à l'expiration du délai de blocage. [Si la résiliation a déjà été prononcée et qu'un délai de blocage prend effet pendant le préavis, le préavis est interrompu et la fin du contrat reportée (voir l'art. 336c, al. 2, CO). Cette réponse est également correcte!]

Exemple:

Un employeur licencie une collaboratrice alors que celle-ci est enceinte. Le licenciement est nul car la période considérée court à partir du début de la grossesse jusqu'à la 16e semaine suivant l'accouchement.

=> 1 point pour une explication correcte du terme et un exemple pertinent

Remarques pour les correcteurs:

Le candidat est uniquement censé expliquer le terme, mais pas tenu d'indiquer des articles de loi. L'explication n'a pas besoin d'être détaillée. Il s'agit uniquement de vérifier si les candidats comprennent le concept et savent le délimiter. L'indication d'un exemple permet simplement de vérifier que les candidats sont capables d'illustrer le concept à l'aide d'un exemple.

Question 12**(3.5 points)**

Mario Bernasconi est l'un de vos anciens clients, mais vous ne l'avez ni vu, ni entendu depuis plus de quatre ans. Il vient vous voir le 31 août 2011 et vous confie plusieurs mandats. Après son départ, vous ressortez son ancien dossier et y trouvez la copie d'une facture impayée pour un conseil dispensé le 15 septembre 2005 (la facture a été envoyée le 16 septembre avec un délai de paiement de 10 jours, soit jusqu'au 26 septembre 2005).

- a) Quel délai de prescription s'applique pour votre créance ressortant de votre activité de conseil du 15 septembre 2005? Indiquez les articles de loi pertinents.

Le délai de prescription dépend de l'activité de conseil considérée: cinq ans (cas particulier) ou dix ans (cas général). Les deux réponses (5 ou 10 ans) doivent être considérées comme correctes.

5 ans => art. 128, al. 3 CO

10 ans => art. 127 CO

=> 1 pour une réponse correcte avec article de loi correspondant (0.5 point pour la réponse et 0.5 point pour l'article de loi)

Remarques pour les correcteurs:

Les deux délais sont corrects.

- b) Quand votre créance est-elle arrivée à échéance?

Une facture en suspens arrive à échéance lorsque le délai de paiement de l'émetteur de la facture est atteint ou est dépassé. Dans le cas présent, c'est le 26 septembre 2005.

=> 1 point pour la réponse correcte

c) Imaginons que le délai de prescription n'ait pas encore expiré, mais qu'il arrive bientôt à échéance: indiquez trois cas de figure permettant de suspendre la prescription (également avec participation de Monsieur Bernasconi).

- *Par l'introduction d'une procédure de poursuites*
- *Par le dépôt d'une plainte (tribunal ou tribunal arbitral)*
- *Par la formulation d'une opposition contre une plainte (tribunal ou tribunal arbitral)*
- *Par le dépôt d'une demande d'intermédiation*
- *Par une reconnaissance de dettes de Monsieur Bernasconi*
- *Par l'octroi d'une garantie hypothécaire ou d'un cautionnement*
- *Par le versement de paiements partiels ou d'intérêts*
- *Par une renonciation de Monsieur Bernasconi à la prescription (en général, forme écrite afin de constituer une preuve)*

=> 0.5 point par bonne réponse; maximum 1.5 point au total

Remarques pour les correcteurs:

Aucune indication d'article de loi n'est demandée. D'autres réponses que celles indiquées ci-dessus peuvent également être considérées comme correctes.

* * * * *

Branche 802 Gestion du personnel

Proposition de solution Problème 2

Bloc de questions 1**(14.25 points)****Exercice 1****(14.25 points)**

1. Les questions suivantes sont indépendantes les unes des autres. Veuillez les traiter et y répondre en conséquence. Prononcez-vous brièvement sur chacune d'elles et n'indiquez les articles de loi que si cela vous est demandé.

- 1.1 Quel est l'âge de la retraite ordinaire s'appliquant en 2011 selon l'assurance-vieillesse et survivants?

- a) pour les hommes (0.25 point)
- a) pour les femmes (0.25 point)

Solution:

- a) **65 ans**
- b) **64 ans**

- 1.2 Le terme de «bonification de vieillesse» est lié à la prévoyance professionnelle. Expliquez de quoi il s'agit et à quoi servent ces bonifications de vieillesse. (0.5 point)

Solution:

Il s'agit de montants d'épargne servant à constituer l'avoir de vieillesse.

- 1.3 Vous avez une connaissance qui change d'employeur. Cet homme, âgé de 24 ans, touche depuis quatre ans un salaire brut annuel de 120 000 CHF. Il pense avoir certainement déjà accumulé une importante prestation de libre passage. Expliquez-lui

- a) ce qu'est la prestation de libre passage (0.25 point)
- b) qui a droit à une prestation de libre passage et quand (0.5 point)
- c) à quel niveau (pas de montant, juste dire si élevé ou faible) se situera sa prestation de libre passage (0.25 point)
- d) pourquoi, dans son cas, la prestation de libre passage sera élevée ou faible (0.5 point)

Solution:

- a) **Droit à une prestation de sortie**
- b) **A droit l'assuré qui quitte l'institution de prévoyance, avant que ne survienne un cas de prévoyance**
- c) **La prestation de libre passage sera faible.**
- d) **Jusqu'à 25 ans, seules les cotisations de risque sont versées. Sans les bonifications de vieillesse, il n'y a donc pas encore d'avoir de vieillesse.**

- 1.4 Sur quel principe repose le fonctionnement d'une institution de prévoyance dans laquelle les assurés reçoivent les prestations sur la base du capital de couverture qu'ils ont constitué (cotisations patronale et salariale)? (0.5 point)

Solution:

L'institution de prévoyance fonctionne selon le principe de la primauté des cotisations.

- 1.5 Expliquez ce que cela signifie, en rapport avec une institution de prévoyance, lorsque l'on parle
- a) de régime surobligatoire? (0.5 point)
 - b) de fondation purement patronale? (0.5 point)

Solution:

- a) **L'institution de prévoyance sert des prestations en cas de prévoyance au-delà des limites du régime obligatoire LPP.**
- b) **Les cotisations de prévoyance sont payées intégralement par l'employeur.**

- 1.6 Les cotisations de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), assurance-invalidité (AI), assurance-chômage (AC) et les cotisations basées sur la Loi sur les allocations pour perte de gain (LAPG) ont subi quelques modifications pour 2011. Veuillez nommer ou expliquer les modifications touchant les cotisations et/ou leur calcul. Concentrez-vous uniquement sur le taux de cotisation total (parts salariale et patronale).

- a) Assurance-vieillesse et survivants (AVS) (0.25 point)
- b) Assurance-invalidité (AI) (0.25 point)
- c) Loi sur les allocations pour perte de gain (LAPG) (0.25 point)
- d) Assurance-chômage (AC) (1 point)

Solution:

- a) **Le taux de cotisation n'a pas changé.**
- b) **Le taux de cotisation n'a pas changé.**
- c) **Le taux de cotisation a augmenté de 0.2% en tout.**
- d) **Le taux de cotisation a augmenté de 2.2% jusqu'au montant de salaire annuel de 126 000 CHF. Pour les revenus entre 126 001 et 315 000 CHF, une cotisation de 1% est venu s'ajouter.**

- 1.7 Vous travaillez au bureau du personnel d'une entreprise qui compte 350 collaborateurs. La société a différents départements: Achats, Production, Marketing, Vente, Administration, etc. Lors du bouclage des comptes annuels la direction vous demande des chiffres-clés (p. ex. âge moyen des collaborateurs du département des achats). Lesquels pourraient être intéressants pour la direction? Nommez six exemples. (3 points)

Solution:

- **Charges salariales moyennes par collaborateur et département**
- **Taux de fluctuation dans chaque département**
- **Taux de fluctuation dans l'ensemble de l'entreprise**
- **Absences moyennes par collaborateur et département pour cause de maladie**
- **Charges annexes sur salaires en pourcent du salaire brut par département**
- **Salaire moyen par département pour le cadre**
- **Nombre d'années de service moyen par collaborateur et département**

1.8 Statistiques

- a) Qu'est-ce que les statistiques? (0.5 point)
- b) Qu'est-ce qui compose une statistique et comment est-elle normalement présentée? (0.5 point)
- c) Comment/en quoi une statistique est-elle généralement utile à l'observateur? Veuillez nommer deux exemples. (0.5 point)

Solution:

- a) **Les statistiques sont des représentations de données recueillies.**
- b) **Les statistiques sont composées de données du passé et de leur évolution; elle sont normalement représentées sous forme de tableau ou diagramme.**
- c)
 - **Déduire des tendances**
 - **Déduire des mesures pour le futur**

- 1.9 La direction d'un groupe souhaite que vous lui fournissiez, en tant que chef du personnel, des statistiques sur les éléments pouvant être importants pour la planification du personnel et la gestion de l'entreprise. Exemple: ancienneté moyenne des collaborateurs au cours des six dernières années, avec comparaison de l'évolution dans chaque société du groupe et dans l'ensemble du groupe. Nommez quatre éléments qui pourraient également être importants pour la direction d'un groupe. (4 points)

Solution:

- **Les causes d'absences du personnel, avec évolution sur les cinq dernières années et comparaison entre les différentes sociétés du groupe.**
- **Les genres d'accidents du travail, avec évolution en termes de nombre pour chacune des sociétés du groupe ou pour des départements similaires du groupe.**
- **La fréquence des motifs de résiliation, avec comparaison de l'évolution dans chacune des sociétés du groupe par rapport à l'ensemble du groupe.**
- **La qualification (formation) du personnel sur les différents sites de production du groupe, avec évolution sur les cinq dernières années.**

Bloc de questions 2**(13 points)****Exercice 2****(13 points)**

2. Vous êtes le chef du personnel de la société Sunshine Sàrl qui compte 30 collaborateurs. Voici les questions et situations que vous devez gérer (indiquez les articles de loi uniquement si cela vous est demandé).
- 2.1 Un collaborateur avec 20 années de service vient vous voir pour demander un congé sabbatique. Il explique qu'un de ses amis, qui travaille auprès du canton de Lucerne, aurait lui aussi obtenu un congé sabbatique après 20 ans de service.
- a) Dans le langage courant, qu'est-ce qu'un congé sabbatique (1.5 point)?
 - b) Dans quelles entreprises/branches le rencontre-t-on surtout? (0.5 point)

Solution:

- a)
 - **Congé de longue durée, rémunéré ou non**
 - **Durée généralement entre trois et douze mois**
 - **Maintien en emploi garanti**
- b) - **Grandes banques, grandes entreprises**

2.2 Une collaboratrice est actuellement en congé maternité. Ce congé de 14 semaines s'achève le 22 octobre 2011. La collaboratrice n'a ni solde de vacances ni heures de travail supplémentaires qu'elle pourrait prendre. Elle souhaite travailler à temps partiel dès son retour, mais n'a pas encore pu organiser la garde de l'enfant et demande un congé non payé de quelques mois.

- a) Expliquez la notion de «congé non payé». (0.75 point)
- b) Où resp. dans quelles lois le congé non payé est-il réglé? (0.25 point)
- c) Quelles sont les conséquences d'un congé non payé sur la couverture d'assurance de la collaboratrice et comment cette couverture peut-elle être garantie? Répondez à cette question pour les assurances suivantes:
 - Assurance-vieillesse et survivants (AVS) (1.5 point)
 - Assurance contre les accidents non professionnels (AANP) (1.5 point)
 - Assurance d'indemnités journalières en cas de maladie (selon la Loi sur le contrat d'assurance LCA) (1.5 point)

Solution:

- a)
 - **Rapports de travail mis en veille**
 - **Accord de l'employeur requis**
 - **En principe, ni droits ni obligations pour la durée du congé non payé**
 - **Ni salaire ni prestation de travail dus**
- b) **Il n'y a aucun règlement de principe du congé non payé dans les lois. Il existe une réglementation légale en relation avec le travail des jeunes (CO 329e) et les femmes enceintes et allaitantes.**
- c) **AVS:**
 - **Si des cotisations AVS dépassant le minimum de cotisation sont versées la même année civile, la couverture est maintenue et il n'y a pas de lacune d'assurance. (1 point)**
 - **Le cas échéant, il faut aller s'inscrire comme personne sans activité lucrative. (0.5 point)**
- ANP:**
 - **L'assurance-accidents cesse 30 jours après le dernier versement de salaire. (0.5 point)**
 - **La Loi fédérale sur l'assurance-accidents LAA impose à l'assureur de prolonger la période assurée de 180 jours maximum en présence d'une prolongation de l'assurance par convention. (0.5 point)**
 - **Si la longue durée du congé non payé rend toute couverture d'assurance via l'employeur impossible, cette couverture doit être obtenue auprès de la caisse-maladie privée. (0.5 point)**
- IJM:**
 - **Sur le fond, la couverture d'assurance est mise en veille durant le congé non payé.**
 - **Selon le contrat d'assurance, il est possible de maintenir la couverture d'assurance également pendant l'interruption du travail.**
 - **Il existe peut-être aussi l'option de passer de l'assurance collective à une assurance individuelle.**
 - **Les primes d'assurance sont à la seule charge du salarié.**
 - **Le salarié doit s'occuper lui-même de sa couverture d'assurance.**

- 2.3 Une collaboratrice revient travailler après un congé maternité de 14 semaines (avec indemnité selon la LAPG) suivi d'un congé non payé de trois mois. Avant l'accouchement, elle a été malade pendant un mois (pas à cause de la grossesse). L'accouchement a eu lieu le 15 mars 2011. La collaboratrice vous annonce qu'elle veut prendre ses quatre semaines de congé contractuelles en octobre et en décembre 2011 (deux fois deux semaines). Vous pensez que les vacances devraient être réduites en raison des absences et que la collaboratrice ne peut, au mieux, prendre que deux semaines.

Votre tâche: vérifiez la réglementation juridique. Notez quel article de loi (alinéa aussi) s'applique à quelle absence (dans l'ordre chronologique) et de combien le droit aux vacances peut être réduit le cas échéant. Calculez la réduction du droit aux vacances (en pourcents ou fractions du droit total aux vacances). (5.5 points)

Solution:

- **Maladie avant l'accouchement (1 mois)**
329b, al. 2 CO: en principe, aucune réduction du droit aux vacances pour cette absence, à condition qu'elle ne soit pas suivie d'autres absences selon l'art. 329b, al. 2 CO
- **Congé maternité avec indemnisation selon la LAPG (14 semaines)**
329b, al. 3 CO: aucune réduction du droit aux vacances autorisée pour cette absence
- **Congé non payé (3 mois)**
329b, al. 1 CO: réduction du droit aux vacances pour ces trois mois
- **En tout, le droit aux vacances peut être réduit de 3/12, c.-à-d. d'une semaine.**

Bloc de questions 3**(13 points)****Exercice 3.1****(3.5 points)**

3.1 Votre collègue vous parle de son employeur (agence de télémarketing pour la Suisse et l'étranger) et de la situation dans l'entreprise. Voici les questions qui vous sont soumises dans ce contexte. N'indiquez les articles de loi que si cela vous est demandé.

3.1.1 La législation du travail distingue en principe le droit du travail privé (code des obligations) et le droit du travail public (loi sur le travail). Qui est,

- a) dans le droit du travail privé (CO) (0.75 point)
- d) dans le droit du travail public (LTr) (0.75 point)

responsable de l'application de la législation? Nommez également pour a) et pour b) un exemple d'un élément à faire appliquer.

Solution:

- a) - **Personnes physiques, sociétés, etc. via la procédure civile**
- **Exemple: rappel de salaire en raison d'un solde de vacances non payé à la fin des rapports de travail; le salarié doit faire valoir la créance.**
- b) - **Application d'office du droit**
- **Exemple: contrôle des heures de travail et de repos chez les chauffeurs**

3.1.2 Le temps de travail de votre collègue fixé par contrat est de huit heures par jour. Sa journée de travail débute à 6h30 et se termine à 15h00. Comme son poste de travail est occupé par un autre collègue pour les appels outre-mer à partir de 15h00, elle ne peut prendre qu'une demi-heure de pause. Elle est d'avis qu'elle a droit à une pause de 20 minutes avant 10h00 et à une pause déjeuner de 45 minutes. En outre, le problème lié au fait que son poste de travail doit être utilisé par un autre collaborateur à 15h00 n'est pas de son ressort estime-t-elle.

- a) Quelle est la réglementation légale relative à la durée minimum de la pause dans ce cas? Nommez l'article de droit correspondant. (1.5 point)
- b) Depuis le mois dernier, votre collègue n'a pas le droit de quitter son poste de travail pour la pause. Quelle est la conséquence de cette restriction? (0.5 point)

Solution:

- a) **Art. 15, al. b LTr: la réglementation en matière de pauses appliquée par l'employeur est admissible.**
- b) **La pause vaut comme temps de travail.**

Exercice 3.2**(9.5 points)**

3.2 Votre client, M. Palme, possède la société Gartentraum SA dont l'activité principale est l'horticulture, avec spécialisation dans la création de piscines naturelles et de plantations avec des plantes exotiques. La société est également très active dans le commerce de plantes exotiques. Le personnel se répartit comme suit:

- Monsieur Palme et une employée à temps partiel s'occupent exclusivement du commerce et de l'administration.
- Deux chefs d'équipes sont responsables des secteurs de l'horticulture et des plantations et surveillent le travail de douze employés dans ce domaine.
- Deux employés travaillent dans la pépinière de l'entreprise.

Concernant la charge de travail, l'entreprise est soumise à de fortes variations saisonnières et d'avril à octobre, les employés travaillent presque régulièrement six jours, soit environ 60 heures par semaine – sauf l'employée de bureau à temps partiel. Les employés se sont déjà plaints à plusieurs reprises en faisant référence à la Loi sur le travail et ont exigé leurs droits. Monsieur Palme rejette chaque fois les revendications et répond que la Loi sur le travail ne s'applique pas à lui parce qu'il exerce également une activité de producteur de produits naturels (pépinière).

Les rapports se sont dégradés au point que les employés menacent de faire grève. De plus, ils veulent se faire payer leurs heures de travail supplémentaires et le travail supplémentaire. Les contrats de travail (hypothèse: pas de CCT) ne contiennent aucune disposition quant à la gestion des heures de travail supplémentaires et du travail supplémentaire. Monsieur Palme vous consulte pour savoir qui a raison et de quelles possibilités légales il dispose pour l'affectation de ses employés. Concrètement, vous devez répondre aux questions suivantes:

- a) L'argumentation de M. Palme selon laquelle la Loi sur le travail ne s'applique pas à lui parce qu'il est également producteur de produits naturels (pépinière) est-elle exacte? Justifiez votre réponse en citant le/les article(s) pertinent(s) de la LTr et de l'OLT 1. (3 points)
- b) Les employés pensent que leur temps de travail hebdomadaire ainsi que le nombre de jours de travail d'avril à octobre ne sont pas autorisés. Expliquez à M. Palme à partir de combien d'heures et de jours de travail par semaine les limites légales sont dépassées dans son entreprise. (1.5 point)
- c) Expliquez à M. Palme s'il doit donner suite aux revendications des employés d'un côté sur le paiement des heures de travail supplémentaires et d'un autre côté sur le paiement du travail supplémentaire. Justifiez votre réponse avec les articles de loi pertinents. (3 points)
- d) Plutôt que de payer les heures de travail supplémentaires et le travail supplémentaire, M. Palme souhaite une compensation par du temps libre pendant les mois creux. Comment peut-il régler correctement et légalement ce problème? (0.5 point)
- e) Quel est le nombre maximum d'heures par semaine durant lesquels M. Palme peut employer ses collaborateurs – du moins sur une période limitée – sans être en conflit avec la loi. Justifiez votre réponse avec l'article pertinent de l'OLT 1. (1.5 point)

Solutions:

- a) Etant donné que la majorité des employés ne travaillent pas à la pépinière, l'entreprise est soumise à la LTr.
 - Art. 2 d et e LTr
 - Art. 6, al. 1 resp. 1c OLT 1
- b) Art. 9, al. 1b LTr: le temps de travail maximum de 50 heures par semaine est dépassé.
Art. 16, al. 1 OLT 1: le nombre maximum de 5½ jours de travail est dépassé.
- c) Heures de travail supplémentaires: art. 321c, al. 2 et 3 CO, sauf dispositions contractuelles différentes, le salarié peut insister sur le paiement des heures de travail supplémentaires.
Travail supplémentaire: art.13 LTr, sauf dispositions contractuelles différentes, le salarié peut insister sur le paiement du travail supplémentaire.
- d) La gestion des heures de travail supplémentaires et du travail supplémentaire peut être réglée dans le contrat de travail. Art. 321c, al. 3 CO (compensation d'heures de travail supplémentaires). Art. 25, al. 2 OLT 1 (compensation de travail supplémentaire)
- e) Art. 22 ss. OLT 1: le temps de travail hebdomadaire maximum peut être augmenté de 50 à 54 heures.

Bloc de questions 4**(4.75 points)****Exercice 4.1****(4.75 points)**

- 4.1 Les questions suivantes sont indépendantes les unes des autres. Veuillez les traiter et y répondre en conséquence. Elles concernent la déclaration de différents éléments dans le certificat de salaire (NCS).

Annexe 1: Formulaire pour le certificat de salaire

Remarque: Pour ces questions, il a été renoncé aux indications détaillées car celles-ci permettraient de tirer des conclusions par rapport à la solution.

Questions:

- a) Pourquoi faut-il cocher le champ F (transport gratuit entre le domicile et le lieu de travail) même si l'on déclare une part privée sur la voiture de service?
- b) Le collaborateur paie chaque mois, moyennant une réduction de salaire, la part privée sur la voiture de service déterminante en termes d'impôts. Quelle(s) déclaration(s) en sont la conséquence?
- c) A combien s'élève la part privée annuelle sur une voiture de service datant de 2007 qui a été achetée d'occasion pour 25 000 CHF, TVA de 8% incluse? Le prix du catalogue était de 80 700 CHF, TVA de 7.6% incluse. Notez le développement de vos calculs. Indiquez si votre résultat inclut ou non la taxe sur la valeur ajoutée.
- d) En raison de problèmes financiers de l'employeur, les salaires de novembre et de décembre 2010 n'ont pu être versés qu'en mars 2011. Doivent-ils être déclarés sur le certificat de salaire de 2011? Quelle est la règle fondamentale à cet égard?
- e) La nourriture et les boissons consommés à la pause (café, eau minérale, jus, croissants, chocolat, etc.) sont gratuits pour vos collaborateurs. Où faut-il déclarer ces avantages hors salaire?
- f) Les collaborateurs d'une maison de retraite travaillent par équipes. Pour les équipes de nuit, il n'y a pas de cantine disponible. Où et pourquoi faut-il inscrire les jours de travail par équipe sur le certificat de salaire?
- g) Un certificat de salaire doit-il toujours être signé? Expliquez la situation.
- h) L'employeur rembourse à la collaboratrice – en un seul versement – la formation continue de plusieurs années qu'elle a payée elle-même (rapport étroit avec son activité professionnelle). Ce paiement entre-t-il dans le salaire déterminant pour la déclaration AVS? Le remboursement doit-il figurer sur le certificat de salaire et si oui, où?

Solution:

- a) La part privée compense la valeur d'utilité du véhicule pour son utilisation privée hors trajets domicile-travail. Les trajets domicile-travail sont donc considérés comme remboursés par l'employeur et ne peuvent pas faire l'objet de déductions fiscales dans la déclaration d'impôt.
- b) Cocher (X) la case F. Remarque au ch. 15: Part privée payée par le salarié
- c) La part privée se calcule à partir du prix d'achat actuel sans la TVA de 8%.
- 25 000 CHF = 108%, 100% = 23 148 CHF (base)
- 9.6% de 23 148 CHF => 2222.20 CHF, y c. TVA de 8%
- d) Non. La déclaration s'effectue sur le certificat de salaire pour l'année civile au cours de laquelle le droit est né.
- e) Une déclaration sur le certificat de salaire n'est pas requise.
- f) Les jours de travail par équipe doivent être indiqués au ch. 15. Cela garantit une déclaration correcte des frais professionnels et permet d'éviter des clarifications de la part des autorités fiscales.
- g) Les certificats de salaire établis de manière entièrement automatique (données requises générées par un logiciel à partir de la comptabilité) n'ont pas besoin d'être signés. Le certificat de salaire électronique (logiciel de traitement de la Conférence suisse des impôts CSI), par exemple, n'est pas considéré comme entièrement automatique.
- h) L'indemnisation ne fait pas partie du salaire déterminant pour l'AVS. La déclaration sur le certificat de salaire est obligatoire. L'inscription s'effectue au ch. 13.3.

Branche 803 Comptabilité d'exploitation

Proposition de solution Problème 3

Examen professionnel d'agents fiduciaires – examen d'admission 2011

Branche: 803 Comptabilité d'exploitation

Proposition de solution

Jeanneret AG – Atelier de reliure et fournitures scolaires Comptabilité analytique 20_1 en milliers de CHF

Annexe 1

correction	CoFi	Ajustement objectif	CoEx corrigée	Services internes	Approvi- sionn.	Préfa- brication	Atelier de reliure	Façonn. automat.	Distribution & Admin.	Comm. clients p.o.	Produits fourn. scol.	Ventes Comm. clients	Ventes Produits fourn. scol.
Matériau	4'243	87	4'330							1'080	3'250		
Travaux de tiers	650	-	650							650			
Charges salariales	3'740	-	3'740	430	320	610	1'480	520	380				
Charges prest. sociales	752	-4	748	86	64	122	296	104	76				
Autres charges d'expl.	1'019	-10	1'009	64	70	80	250	405	140				
Amortissements	1'108	-83	1'025	30	30	75	190	610	90				
Intérêts	175	185	360	10	10	25	70	210	35				
Sous-total	11'687	175	11'862	620	494	912	2'286	1'849	721	1'730	3'250	-	-
Imputation centre auxiliaire				-620	62	124	248	124	62	130	390		
Imp. Approvisionnement					-520					480	570		
Imp. Préfabrication						-1'050				1'665	480		
Imp. Atelier de reliure							-2'145				2'184		
Imp. Façonnage aut.								-2'184		4'005	6'874		
CP de la production										-4'182		4'182	
Commandes clients facturées											-6'832		6'832
Produits vendus fourn. scolaires										177	-42		
Variations des stocks	90	45	135						-826				
Imp. Distr. & Admin.												314	512
Produits des ventes	-11'864	-	-11'864									-4'340	-7'524
Résultat d'exploit. / diff. de couverture	-87	220	133		36	-14	389	-211	-43	-	-	156	-180

Annexe 2

Cpte résultat des ventes 20_1 en milliers de CHF	Comm. clients	Produits fourn. scol.	TOTAL
Produits des ventes	-4'340	- 7'524	- 11'864
Coûts de production Vente	4'182	6'832	11'014
Marge brute d'expl. après CP	158	-692	-850
CB Distribution & Administration	314	512	826
Marge nette d'expl.	156	-180	-24
Sous-couv. Approvisionnement	9	27	36
Sur-couv. Préfabrication	- 6	-8	-14
Sous-couv. Atelier de reliure	389		389
Sur-couv. Façonnage aut.		-211	-211
Sur-couv. Distribution/Admin.	- 16	-27	-43
Résultat d'expl. réel CoEx	445	-312	133
AO Matériau			-87
AO Prestations sociales			4
AO Autres charges d'exploitation			10
AO Amortissements			83
AO Intérêts			-185
AO Ajustements stocks			-45
Résultat d'expl. réel CoFi			-87

Jeanneret SA - budget 20_2

Calcul prévisionnel de la marge de contribution 20_2 en milliers de CHF	Comm. clients	Produits fourn. scol.	TOTAL
Produits des ventes	3'680	8'200	11'880
Matériau	980	3'225	4'205
Travaux de tiers	635	-	635
Coûts var. Approvisionnement	39	129	168
Coûts var. Préfabrication	232	348	580
Coûts var. Atelier de reliure	874	322	1'196
Coûts var. Faç. autom.		486	486
Marge de contribution	-920	3'690	4'610
Coûts fixes Approvisionnement	78	258	336
Coûts fixes Préfabrication	148	222	370
Coûts fixes Atelier de reliure	494	182	676
Coûts fixes Faç. autom.		1'728	1'728
Coûts fixes CBDA	260	540	800
Résultat d'exploitation CoEx	60	-760	-700
Heures Préfabrication	4'000	6'000	10'000
Heures Atelier de reliure	19'000	7'000	26'000
Heures Faç. automatique	-	4'500	4'500
Degré de couv. (marge RM)	25.0%	45.0%	38.8%
Coûts Approvisionnement (en pourcentage de matériau)	variable		4.0%
	fixe		8.0%
Taux horaire Préfabrication	variable		58.00
	fixe		37.00
Taux horaire Atelier de reliure	variable		46.00
	fixe		26.00
Taux horaire Façonnage aut.	variable		108.00
	fixe		384.00

Analyses et prise de décision

1. Quels chiffres d'affaires permettent d'atteindre l'équilibre financier (point mort) (en milliers de CHF, chiffres entiers)?

Seulement pour l'unité d'imputation «Commandes clients»:

<i>Produits des ventes</i>	3 680
<i>Revenu marginal</i>	-920
<i>Degré de couverture</i>	25%
<i>Coûts fixes</i>	980
<i>Chiffre d'affaires équilibre financier</i>	3 920

Seulement pour l'unité d'imputation «Produits fournitures scolaires»:

<i>Produits des ventes</i>	8 200
<i>Revenu marginal</i>	3 690
<i>Degré de couverture</i>	45%
<i>Coûts fixes</i>	2 930
<i>Chiffre d'affaires équilibre financier</i>	6 511

2. Pour le chiffre d'affaires budgétisé des «Commandes clients», les commandes en provenance de France et d'Allemagne représentent 40%. Les montants en EUR correspondants sont convertis au cours de 1,35 CHF pour 1 EUR. D'un autre côté, 500 milliers EUR d'achats sont budgétisés dans les coûts de matériaux des commandes clients, également convertis au cours de 1,35. De combien le résultat de l'unité d'imputation «Commandes clients» augmenterait ou diminuerait-il en milliers de CHF avec un cours de change de 1,25? Arrondir à l'entier, en milliers de CHF

<i>Produits des ventes</i>	3 680
<i>dont 40% en EUR à 1,35</i>	1 472
<i>Simulation du CA en EUR à 1,25</i>	1 363
<i>Produit des ventes si baisse de l'EUR</i>	3 571
<i>Coûts variables conformément au budget</i>	2 760
<i>Volume d'achat 500 milliers EUR à 1,35</i>	-675
<i>Simulation du volume d'achat en EUR</i>	625
<i>Coûts variables si baisse de l'EUR</i>	2 710
<i>Revenu marginal</i>	-861
<i>Perte revenu marginal (861 - 920)</i>	59

3. La direction de Jeanneret SA veut vérifier quelles seraient les répercussions d'une fermeture complète de l'unité d'imputation «Commandes clients» sur le résultat total de l'entreprise. Dans ce scénario, on part du principe que les coûts fixes peuvent diminuer de 550 milliers de CHF et qu'à l'avenir seuls les «Produits de fournitures scolaires» seront produits et vendus.

Quel serait l'impact de cette mesure sur le résultat total (en milliers de CHF), à la hausse ou à la baisse? Résultat à l'entier, en milliers de CHF

<i>Résultat d'exploitation budgétisé</i>	<i>-700</i>
<i>Perte de RM commandes clients</i>	<i>920</i>
<i>Réduction des coûts fixes</i>	<i>-550</i>
<i>Résultat d'exploitation simulé</i>	<i>-330</i>
<i>Perte de résultat</i>	<i>370</i>

Dans le cas d'une diminution du résultat: Quel chiffre d'affaires supplémentaire devrait générer l'unité d'imputation «Produits de fournitures scolaires» pour que l'on atteigne le bénéfice d'exploitation de 700 milliers de CHF prévu à l'origine? Bases de calcul du prix de revient d'après le budget, résultat à l'entier, en milliers de CHF

<i>Perte de résultat</i>	<i>370</i>
<i>Chiffre d'affaires supplémentaire nécessaire (370 milliers de CHF = 45% degré de couverture)</i>	<i>822</i>

4. Une grande entreprise industrielle et commerciale confie à Jeanneret AG la fabrication des carnets pour toute l'équipe du service extérieur, ce qui représente 50 000 pièces par an à un prix de vente unitaire de 1,60 CHF. Les coûts variables à l'unité s'élèvent actuellement à 0,94 CHF. Jeanneret AG envisage d'augmenter le tirage à 10 000 unités afin de pouvoir organiser plus efficacement la production du volume vendu. Remarques sur les coûts et les temps de fabrication pour un tirage de 10 000 unités:

Coûts des matériaux à l'unité	0.70 CHF
Temps de production «préfabrication»	3 heures
Temps de travail pour préparer le façonnage automatique	1.50 heure
Temps de travail pour le façonnage automatique	10 heures

Calculez les coûts variables par cahier en utilisant toutes les bases de calcul du prix de revient existantes, en CHF à deux décimales.

<i>Tirage (pièces)</i>	<i>10000</i>
<i>Matériau</i>	<i>7 000.00</i>
<i>Coûts indirects matériaux</i>	<i>280.00</i>
<i>Préfabrication</i>	<i>174.00</i>
<i>Préparation du façonnage automatique</i>	<i>162.00</i>
<i>Façonnage automatique</i>	<i>1 080.00</i>
<i>Total des coûts variables</i>	<i>8 696.00</i>
<i>Coûts variables à l'unité</i>	<i>0.87</i>
<i>Prix de vente à l'unité</i>	<i>1.53</i>
<i>Marge de contribution à l'unité</i>	<i>0.66</i>

Sur la base des coûts variables que vous avez calculés, quel prix de vente unitaire en CHF à deux décimales faut-il exiger pour assurer le revenu marginal actuel par cahier?

<i>Prix de vente à l'unité</i>	<i>1.53</i>
--------------------------------	-------------

De combien de CHF entiers peut-on changer le chiffre d'affaires (à la hausse ou à la baisse) avec ce client par rapport à la situation actuelle afin d'obtenir le même revenu marginal avec une quantité de 50 000 pièces?

<i>CA annuel au prix actuel</i>	<i>80 000</i>
<i>CA annuel au nouveau prix</i>	<i>76 500</i>
<i>Réduction du CA annuel</i>	<i>-3 500</i>

A évaluer aussi correctement:

<i>Marge de contribution 50 000 pièces x 0,66</i>	<i>= CHF 33 000</i>
<i>+ Coûts variables 5 x 8 696.00 CHF</i>	<i>= CHF 43 480</i>
<i>= Chiffre d'affaires des ventes</i>	<i>= CHF 76 480</i>
<i>Réduction par rapport au chiffre d'affaires actuel</i>	<i>- CHF 3 520</i>

5. La Swiss Bank Association (SBA) demande une offre pour la fabrication de carnets reliés. Les pages des carnets doivent afficher le logo et une présentation spécifique. Jusqu'à présent, Jeanneret AG externalise l'impression. A l'unité, un carnet est calculé comme suit:

Coûts variables	4.80 CHF
Prix de vente	7.50 CHF

Les coûts d'impression à l'unité de 0,80 CHF sont inclus dans les coûts variables (réalisation en externe).

Claude Jeanneret estime que la demande de pareils carnets imprimés va fortement augmenter (potentiel de vente de plus de 100 000 unités par an) et pense éventuellement acquérir un automate d'impression spécifique. Cet appareil permettrait à son entreprise d'effectuer elle-même l'impression: les coûts fixes annuels s'élèveraient à 32 000 CHF, les coûts variables pour l'impression sont chiffrés à 0,25 CHF par carnet.

A partir de quelle quantité de carnets la réalisation de l'impression en interne est-elle rentable?

Arrondir à un nombre de carnets rond

<i>Coûts variables carnet relié</i>	<i>4.80</i>
<i>Prix de vente à l'unité</i>	<i>7.50</i>
<i>Marge de contribution</i>	<i>2.70</i>
<i>Coûts variables impression externalisée</i>	<i>0.80</i>
<i>Coûts variables supplémentaires en cas de production en interne</i>	<i>0.25</i>
<i>Diminution du coût</i>	<i>0.55</i>
<i>Coûts fixes d'une machine à imprimer</i>	<i>32 000</i>
<i>Equilibre financier production en interne</i>	<i>58 182 pièces</i>

SBA s'offrirait 30 000 carnets et semble accepter le prix de 7,50 CHF. Quel serait le revenu marginal total pour cette commande en réalisant l'impression au sein de l'entreprise?

Résultat en CHF entiers

<i>Marge de contribution en cas de fabrication interne</i>	<i>3.25</i>
<i>(2,70 + réduction coûts variables)</i>	
<i>Marge de contribution pour 30 000 pièces</i>	<i>97 500</i>